

CORONAVIRUS :
Fermeture temporaire de la frontière terrestre entre l'Algérie et la Tunisie

P. 2

AIR ALGÉRIE
Suspension de tous les vols de et vers l'international jusqu'à nouvel ordre

P. 24

MINISTÈRE DU COMMERCE
Installation d'une commission de veille sur l'approvisionnement des produits de large consommation

P. 4

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA NATION

La pandémie relève de "la sécurité sanitaire nationale"

Comme il fallait s'y attendre, le Président Tebboune s'est adressé mardi soir à la Nation pour annoncer une série de mesures de protection de la population algérienne devant un défi inédit, d'envergure mondiale qui constitue une sérieuse menace sur "la sécurité sanitaire nationale".

P. 3



MINISTÈRE DU TOURISME

Une série de mesures pour limiter la propagation du coronavirus

P. 3

CORONAVIRUS:

Safex reporte toutes les manifestations prévues en mars et avril

P. 4



PÉTROLE :

Le Brent en dessous de 28 dollars

P. 6

SANTÉ

SANTÉ DU BÉBÉ
Les bonnes raisons d'allaiter

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (MC ALGER)

Les entraînements suspendus jusqu'à nouvel ordre

P. 21



COMMÉMORATION
19 MARS 1962

Oran, le jour de la victoire

P. 17

UNESCO-CORONAVIRUS

850 millions d'écoliers et d'étudiants privés d'école

P. 24

CORONAVIRUS

Fermeture temporaire de la frontière terrestre entre l'Algérie et la Tunisie



L'Algérie et la Tunisie ont convenu, d'un commun accord, de la fermeture temporaire, à partir d'hier mardi, de la frontière terrestre entre les deux pays, dans le cadre des dispositions prises pour lutter contre la propagation du coronavirus (covid-19), indique un communiqué des services du Premier ministre. "En application des directives de Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, et de concert avec le chef du gouvernement tunisien, Monsieur Elyes Fakhfakh, ont convenu d'un commun accord de la fermeture de la frontière terrestre entre l'Algérie et la Tunisie et ce, dans le cadre des dispositions prises par les deux pays pour lutter contre la propagation du Coronavirus (COVID-19) dans nos pays respectifs", précise la même source.

"Cette mesure tout à fait exceptionnelle et temporaire, qui prend effet à partir de ce jour, n'affectera nullement l'esprit d'amitié et de fraternité entre les peuples algérien et tunisien ainsi que la coopération exemplaire entre nos deux Etats", ajoute le communiqué.

DIRECTION DU COMMERCE D'ORAN

Renforcement du dispositif de lutte contre la spéculation des prix

Le dispositif de lutte contre la spéculation des prix des produits de large consommation a été renforcé hier à Oran, a-t-on appris du directeur régional du commerce d'Oran. "Ce dispositif de lutte contre la spéculation des prix des produits de large consommation a été renforcé aussi bien au niveau des marchés de gros que ceux de détails, pour faire face à la flambée des prix injustifiée sur les marchés", a indiqué à l'APS, Fayçal Ettayeb.

Cette opération de contrôle qui intervient dans un contexte très particulier marqué par l'épidémie du coronavirus (covid-19) vise à lutter contre la spéculation et à préserver le pouvoir d'achat des consommateurs, a assuré le même responsable, précisant que des sanctions seront prises à l'encontre des contrevenants comme la fermeture du commerce, la saisie des produits incriminés et la poursuite judiciaire. Une sortie sur le terrain a été effectuée, mercredi, au niveau du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma. Elle a permis de constater que la pomme de terre a été cédée à 95 DA le kilogramme en gros pour être écoulée ensuite à 135 DA le kilo alors que la veille, elle a été vendue à 50 DA/le kg sur le marché de détails.

Selon le même responsable, les brigades des pratiques commerciales des directions de commerce de la région Ouest sont à pied d'œuvre pour inspecter les aires de stockage et les entrepôts et veiller au respect de non-rétention de stocks notamment de la pomme de terre.

La direction régionale du commerce d'Oran regroupe les wilayas d'Oran, Mostaganem, Sidi Bel-Abbes, Tlemcen et Aïn Témouchent, rappelle-t-on.

TRAFIC/LUTTE

Arrestation d'un individu en possession de 14000 euros non déclarés à l'aéroport d'Alger

Un individu qui s'appretait à embarquer sur un vol à destination d'Istanbul a été intercepté, en possession de 14 000 euros non déclarés, par les forces de police des frontières à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger, indiquait hier un communiqué des la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Par ailleurs, les forces de la police judiciaire relevant des Sûreté des wilayas de Boumerdes et Tlemcen ont mis fin, au cours de cette semaine, aux agissements de deux présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue et de psychotropes, ajoute la même source.

La Safex reporte toutes les manifestations prévues en mars et avril

La Société algérienne des foires et exportations (Safex) a annoncé le report de l'ensemble de ses foires et manifestations programmées pour les mois de mars et avril, et ce, par mesure de prévention contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

"Nous portons à votre connaissance que par précaution face à l'inquiétude soulevée par la propagation, dans le monde, du coronavirus (Covid-19), Safex se trouve dans l'obligation de différer toutes les manifestations prévues de se tenir durant le mois de mars et avril au palais des expositions, Pîns maritimes à une date ultérieure", a écrit la société sur sa page facebook.

Selon le programme des manifestations publié sur le site web de Safex, il s'agit du Salon international de l'environnement et des énergies renouvelables (programmé du 9 au 11 mars), le Salon international de l'olive, huile d'olive et dérivés de l'olivier (11-14 mars), le Salon international des technologies des ascenseurs et des escaliers mécaniques "Lift Expo" (16-18 mars), le Salon de la sécurité routière (23-25 mars), Games and Comic con Maghreb (26-28 mars) et le Salon international du tourisme d'Alger (25-28 mars).

Le report concerne également le Salon international de l'informatique, bureautique et de la communication "Sicom" (5-9 avril), le Salon international de l'agroalimentaire "Djazagro" (6-9 avril) et le Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics "Batimatex" (19-23 avril).

"Il ne s'agit pas d'une annulation mais d'un report dans le cadre des mesures de prévention sanitaires prises par la société", a déclaré à l'APS un responsable à la Safex, précisant que les nouvelles dates de ces manifestations seront annoncées progressivement par les organisateurs.

"Comexposium", l'organisateur de "Djazagro", avait annoncé la tenue de son salon du 21 au 24 septembre prochain.

Le Métro d'Alger met en place des mesures de prévention

L'Entreprise Métro d'Alger et RATP El Djazair ont annoncé mardi la mise en place d'une série de mesures de prévention, afin d'éviter la propagation du coronavirus (covid-19).

"Afin d'éviter la propagation du COVID-19, l'Entreprise Métro d'Alger et Ratp El Djazair ont, sans attendre, mis en place un certain nombre de mesures, tant pour leurs personnels que pour les voyageurs", ont indiqué les deux entreprises dans un communiqué conjoint.

Ce dispositif de prévention mis en place est basé sur la sensibilisation à la prévention via affichage au niveau des 19 stations, réalisée le 8 mars dernier, complétée par des messages sonores et vidéos de prévention diffusés aussi sur l'ensemble de la ligne du Métro d'Alger.

Il englobe également la mise à disposition du personnel en stations de gels hydro-alcoolique et de masques, et renforcement du nettoyage des sanitaires et lavabos.

Le dispositif concerne aussi la désinfection des éléments et espaces à forte interaction avec les voyageurs, dont les mains courantes des escaliers, l'intérieur des rames et les barres des tripodes.

A cet effet, des équipes procèdent au nettoyage en continu de ces derniers, et cela depuis jeudi 12 mars, indépendamment du grand nettoyage réalisé, en nuit en utilisant les produits adéquats et avec les standards imposés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), souligne le communiqué.

S'agissant de l'adaptation de l'offre de transport, il est indiqué que depuis 10 jours, un nouveau programme d'exploitation a été mis en place consistant à augmenter le nombre de rames afin de garantir plus d'espace entre les voyageurs et éviter l'entassement.

Par ailleurs, l'Entreprise Métro d'Alger et Ratp El Djazair invitent leurs voyageurs à suivre les ré-

Le ministère du Tourisme prend une série de mesures pour limiter la propagation du coronavirus



Le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, a pris une série de dispositions et de mesures nécessaires pour limiter la propagation du coronavirus (covid-19), a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Le ministre Hacène Mermouri a donné des instructions à tous les responsables de l'administration centrale, aux services externes, instances et établissements relevant de son département, ainsi qu'aux opérateurs touristiques et hôteliers, les incitant "à prendre les dispositions et mesures nécessaires pour limiter la propagation de ce virus, et ce dans le cadre de l'augmentation du degré de vigilance et de renforcement des capacités d'action anticipée pour limiter le risque de propagation du virus et l'application des mesures à même de prévenir et de réduire les facteurs de transmission de la maladie", ajoute le communiqué.

Les mesures consistent en "l'installation de cellules de veille au niveau des administrations centrales et externes, instances et établissements relevant de la tutelle avec la saisine directe et urgente de la cellule de veille du ministère en cas d'enregistrement de cas suspects et le suivi de l'évolution de leur état de santé par les services sanitaires compétents", a-t-on ajouté.

Parmi les mesures prises "la coordination des actions avec les services territorialement compétents pour intensifier les activités de prévention et de sensibilisation permanente, le suivi des enquêtes effectuées par les services épidémiologiques et la médecine préventive en cas d'enregistrement d'un cas suspect, et le strict respect des règles d'hygiène dans les lieux de travail avec la garantie des conditions nécessaires pour la sécurité des employés". Le ministère a préconisé "d'orienter les fonctionnaires, agents et travailleurs présentant des symptômes de maladie vers les services de santé avec la création d'une cellule de suivi au niveau de chaque administration pour recueillir les informations nécessaires à ce sujet".

COMMERCE INFORMEL

Saisie à Médéa de plus de 150 quintaux de farine destinés à la spéculation

Plus de 150 quintaux de farine subventionnée, destinée à alimenter le circuit informel, ont été saisis hier à Médéa, lors d'une opération conjointe menée par les éléments de la



police judiciaire (PJ) et la direction du commerce, dans le cadre de la lutte contre les pratiques spéculatives, a indiqué un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Cette opération est intervenue suite à un contrôle routinier d'un camion transportant une quantité de farine, acquise par commerçant exerçant une activité autre que celle figurant sur son registre de commerce, a-t-on indiqué.

Une perquisition opérée dans un local appartenant à ce commerçant, détenteur d'un registre de commerce de vente d'aliment de bétail, a permis aux éléments de la brigade mixte (sûreté-commerce) de découvrir un stock, estimé à 150 quintaux de farine, que ce commerçant s'appretait à écarter sur le marché, au double de son prix, a-t-on ajouté.

Outre la saisie de la totalité du stock et la fermeture administrative du local, une action a été introduite en justice par la direction locale du commerce à l'encontre de ce commerçant pour pratique spéculative et frauduleuse, note le même communiqué.

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LA NATION Tebboune annonce une série de décisions pour endiguer la propagation du coronavirus en Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a annoncé, mardi dans son discours à la nation, une série de décisions en vue d'endiguer la propagation du coronavirus, dont la fermeture de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins et l'interdiction des rassemblements et des marches "quelles que soient leur forme et leur nature".

"J'ai présidé, il y a quelques heures, une réunion sur les répercussions de la propagation de cette épidémie, en présence du Premier ministre, de nombre de ministres et de hauts responsables concernés directement par la question.

La réunion a débouché sur une série de décisions", a indiqué le président de la République dans son discours.

Il s'agit de "la fermeture de toutes les frontières terrestres avec les pays voisins avec éventualité d'autoriser des déplacements de personnes dans des cas exceptionnels, de commun accord avec les Gouvernements des pays concernés, la suspension immédiate de tous les vols de et vers l'Algérie, à l'exception des avions cargos ne transportant aucun voyageur et la fermeture immédiate de la navigation maritime, à l'exception des navires de charge transportant des marchandises et des biens", a souligné le Président Tebboune.

Il s'agit également de "la désinfection immédiate de tous les moyens de transport public aux niveaux national et de wilaya, ainsi que les stations de transport de voyageurs, l'interdiction des rassemblements et des marches quelles que soient leur forme et leur nature et isolement de tout endroit suspecté d'être un foyer de la pandémie", outre "l'interdiction d'exportation de tout produit stratégique, soit-il médical ou alimentaire jusqu'à la fin de la crise, à l'effet de pré-



server les réserves stratégiques nationales".

Dans le même contexte, le président de la République a décidé "la suspension de la prière du vendredi et des prières collectives et la fermeture des mosquées avec maintien de l'appel à la prière à la demande de la Commission de la Fatwa avec l'aval de nos éminents Cheikhs et Oulémas, la lutte et la dénonciation des spéculateurs qui exploitent, sans scrupule, l'état de panique générale pour stocker les produits de base dans le but de susciter une pénurie et augmenter les prix".

Il s'agit également de la "recherche et l'identification des personnes défaitistes qui s'attellent à faire circuler des fake news pour semer l'anarchie et maintenir le citoyen en état de panique", outre "l'augmentation de la capacité des hôpitaux à transformer nombre de lits en lits de réanimation, en cas de nécessité" et "la mise en place d'un dispositif ORSEC à long terme, pour éviter la réapparition de ce genre d'épidémie", appelant à cette occasion à "l'intensification des campagnes de sensibilisation à travers les médias, avec implication d'éminents spécialistes et savants".

«La pandémie relève de "la sécurité sanitaire nationale"»

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, mardi, dans un discours à la nation sur la conjoncture actuelle que traverse le pays que la pandémie relevait de "la sécurité sanitaire nationale", ajoutant que l'Etat est pleinement conscient du caractère sensible de la conjoncture et soucieux du respect des libertés et des droits, et tout autant responsable de la protection des personnes et des biens.

"Je voudrais vous rassurer que l'Etat demeure fort, pleinement conscient du caractère sensible de la conjoncture, à l'écoute des préoccupations des citoyens, soucieux du respect des libertés et des droits, et tout autant responsable de la protection des personnes et des biens", a souligné le Président Tebboune.

"L'Etat est responsable de la protection des personnes et des biens, y compris la protection sanitaire et la garantie des soins médicaux aux citoyens, considérant que la pandémie relève de la sécurité sanitaire nationale, même si cela impliquerait la restriction temporaire de certaines libertés, la vie humaine étant au dessus de toute autre considération", a ajouté le Président de la République.

"Je vous avais promis sincérité et honnêteté, et voilà aujourd'hui que je tiens ma promesse.

Les cadres loyaux de l'Etat et des Algériens consciencieux sont parvenus, jusque là, à contenir le niveau de propagation de la pandémie au stade II selon les standards de l'OMS. Même si cette pandémie venait à passer au stade III vous devez savoir que nous avons pris toutes les mesures nécessaires", a-t-il soutenu.

"Nos capacités opérationnelles sont intactes et non encore exploitées, au ni-

veau de l'Armée nationale populaire (ANP), mais aussi au niveau de la Sécurité nationale, les espaces économiques de l'instar des foires pouvant être aménagés en centres d'isolement, au même titre que les édifices et les structures publics", a-t-il poursuivi.

Citant les moyens disponibles, M. Tebboune a fait état de "1.550.000 masques de différents types, parallèlement à l'acquisition en cours de 54 millions de masques supplémentaires", outre "6.000 tests de dépistage et 15.000 autres en cours d'acquisition".

Le Président de la République a affirmé la disponibilité de "plus de 2.500 lits de réanimation disponibles", un nombre appelé à augmenter en cas de nécessité pour atteindre 6.000 lits avec la garantie de 5.000 respirateurs artificiels "Cependant, l'Etat ne saurait, à lui seul, endiguer la propagation de cette pandémie, si le citoyen ne s'acquitte pas de son devoir de se protéger et ne se conforme pas scrupuleusement aux règles d'hygiène et aux mesures préventives, prises par le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière en collaboration avec la Commission nationale présidée par le Premier ministre et regroupant tous les départements ministériels concernés et les services de sécurité", ajoute le Président de la République.

"Les efforts de l'Etat demeureront limités sans la solidarité, la discipline et la compréhension des citoyens, notamment le signalement des cas suspects pour que ces derniers ne contaminent pas leurs proches, voire les passants dans la rue", souligne M. Tebboune. "En effet, la pandémie est source d'inquiétude pour nous tous, car impactant notre mode de vie, nos relations et nos déplacements,

mais touche particulièrement les mères travailleuses qui pâtissent de la fermeture des crèches et garderies", a-t-il indiqué, ajoutant "je vous rassure, l'heure n'est pas à l'alarmisme, ni à la peur, la situation est sous contrôle et tous les organes de l'Etat sont en état d'alerte maximale pour faire face à tout imprévu".

Par ailleurs, le Président Tebboune a affirmé qu'"il n'est point nécessaire de se ruiner sur les commerces pour acquérir et stocker les produits alimentaires.

Il ne faut pas non plus croire les fake news, ni les rumeurs tendancieuses, c'est pourquoi j'ai donné des instructions pour dénoncer les spéculateurs et les auteurs de ces rumeurs pour les traduire en justice".

"Je voudrais dire toute ma gratitude et adresser mes remerciements aux fonctionnaires du secteur de la santé, aux éléments de la sûreté nationale et de la protection civile et aux citoyens bénévoles et associations civiles contribuant à la lutte contre la pandémie et à la prise en charge des personnes atteintes", poursuit le Président de la République.

Il a également présenté ses condoléances "aux familles des victimes, priant Dieu le Tout puissant de leur accorder Sa sainte miséricorde et de les accueillir en Son vaste paradis, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux malades dont la moitié a quitté les hôpitaux saine et sauve".

"Notre vaillant peuple est un peuple qui a toujours su relever les défis, un peuple voué à sa patrie.

Nous sortirons, grâce à Dieu, à notre solidarité et notre discipline, victorieux de cette épreuve difficile", conclut le Président Tebboune.

Le discours vu par la presse nationale

La presse nationale a réservé de larges espaces hier au discours à la Nation mardi soir du président Abdelmadjid Tebboune, relatif aux mesures prises par l'Etat pour lutter contre le coronavirus, et rassurer les Algériens quant aux dispositions sanitaires prises pour leur sécurité.

"Corona, une question de sécurité nationale", titre en une "Al Khabar", alors qu'"El Moudjahid" annonce quant à lui "12 mesures pour contrer le coronavirus".

Pour "Le Soir d'Algérie", il s'agit de "situation grave, mais maîtrisable", alors qu'"El Watan", sous le titre "Abdelmadjid Tebboune assure que l'Etat a pris ses dispositions pour lutter contre le coronavirus", écrit en une que "des moyens supplémentaires seront engagés".

De son côté, "Liberté" annonce: "Coronavirus: les principales mesures de Tebboune", en revenant sur les mesures annoncées par le chef de l'Etat pour lutter contre cette épidémie, qualifiée de pandémie par l'OMS.

Echourouk revient, en annonçant en "une" les "12 décisions urgentes pour lutter contre le Coronavirus" sur le discours du chef de l'Etat. Le Quotidien d'Oran revient quant à lui sur "les 12 décisions de Tebboune". Dans son commentaire sur le discours à la Nation du président de la République et les mesures de sécurité annoncées pour lutter contre le coronavirus, l'Expression relève que "le président de la République se voulait ferme, déterminé et rassurant".

"Il a réussi sur les trois tableaux", affirme le même quotidien, avant de souligner qu'en mettant en avant la fermeté de l'Etat, dont la mission principale a toujours consisté à veiller sur la santé et la quiétude des citoyens, Abdelmadjid Tebboune n'a pas fait dans le «démocratie» béat. La gravité de la situation impose un respect strict de toutes les mesures dédiées à la lutte contre la propagation du coronavirus.

L'Etat ne laissera rien au hasard", ajoute-t-il. El Moudjahid, lui, relève de son côté que "grâce aux actions de sensibilisation et d'informations menées sans relâche par les pouvoirs publics, et les médias tous segments confondus, aux efforts déployés par des membres de la société civile, nos compatriotes prennent de plus en plus conscience de la gravité du coronavirus".

Dans son discours à la Nation, le président Tebboune avait souligné que "je voudrais vous rassurer que l'Etat demeure fort, pleinement conscient du caractère sensible de la conjoncture, à l'écoute des préoccupations des citoyens, soucieux du respect des libertés et des droits, et tout autant responsable de la protection des personnes et des biens".

Il a affirmé que "l'Etat est responsable de la protection des personnes et des biens, y compris la protection sanitaire et la garantie des soins médicaux aux citoyens", avant de préciser que "la pandémie (de coronavirus, NDLR) relève de la sécurité sanitaire nationale, même si cela impliquerait la restriction temporaire de certaines libertés, la vie humaine étant au dessus de toute autre considération.

"Je vous avais promis sincérité et honnêteté, et voilà aujourd'hui que je tiens ma promesse. Les cadres loyaux de l'Etat et des Algériens consciencieux sont parvenus, jusque là, à contenir le niveau de propagation de la pandémie au stade II selon les standards de l'OMS. Même si cette pandémie venait à passer au stade III vous devez savoir que nous avons pris toutes les mesures nécessaires", a-t-il soutenu.

CORONAVIRUS

MINISTÈRE DU COMMERCE Installation d'une commission de veille pour suivre l'approvisionnement des produits de large consommation

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a supervisé, mardi, l'installation d'une commission de veille et de suivi du développement et des répercussions du Coronavirus sur le secteur du commerce qui a pour mission le suivi minutieux des conditions d'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation à travers tout le territoire national, a indiqué mercredi un communiqué du ministère.

L'installation s'est déroulée en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai. La commission est chargée de "prévoir et d'anticiper les cas pouvant induire une perturbation de l'approvisionnement du marché, de prendre en charge toutes les dispositions et de mettre en place tous les mécanismes à même d'assurer un approvisionnement normal des citoyens », selon la même source.

Cette commission a également pour mission de "proposer les mesures d'urgence en cette conjoncture pour stabiliser le marché, exploiter et analyser les éléments d'information contenus dans les rapports quotidiens émanant des différentes directions régionales du commerce sur le développement quotidien de la situation sur les marchés dans les wilayas concernées et y relevant, et ce sous la supervision du ministre du Commerce qui présidera une réunion quotidienne de cette commission", ajoute-t-on de même source.

Le ministère des Travaux publics et des Transports prend plusieurs mesures préventives

Le ministère des Travaux publics et des Transports a pris une série de mesures et de dispositions préventives visant à freiner la propagation du coronavirus (Covid-19), a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Il s'agit, a précisé la même source, de la suspension et du report de toutes les activités, manifestations et réunions quelle que soit la nature, programmées par les différents organes et établissements du secteur tout en recourant aux nouvelles technologies d'information et de communication dans les échanges professionnels.

Il a été décidé également d'installer des cellules en charge de superviser les dispositions inscrites dans le cadre de la prévention mais également la prises de préparatifs nécessaires en perspective de toute urgence.

Des instructions ont été données, en outre,

pour consulter régulièrement le site-web du ministère de la Santé et suivre toutes ses recommandations.

Il s'agit également de doter les établissements en moyens de prévention nécessaires et de les mettre à la disposition de tous les fonctionnaires, les professionnels, les opérateurs et les visiteurs ainsi que de diffuser largement les consignes et orientations officielles du ministère de la Santé et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il sera fait appel aux staffs médicaux pour en-



cadrer les actions de sensibilisation aux dangers de ce virus en faveur de tous les fonctionnaires sans exception aucune.

Il a été décidé en outre de désinfecter quotidiennement les moyens de transport et les structures d'accueil des voyageurs en dotant les agents de nettoyage en moyens de protection individuelle contre cette

pandémie ainsi que l'ensemble des agents d'exploitation qui sont en contact direct avec les citoyens. Il s'agit aussi d'intensifier les visites médicales périodiques à l'ensemble du personnel du secteur d'exploitation et de maintenance et de sensibiliser les usagers des moyens de transport public au danger du Coronavirus.

AVANCEMENT DES VACANCES SCOLAIRES ET UNIVERSITAIRES

Une mesure "salutaire" à accompagner par des restrictions de rassemblements

Tout en qualifiant de "salutaire" l'avancement des prochaines vacances scolaires et universitaires, ainsi que la fermeture des crèches et autres garderies conséquemment à l'apparition du coronavirus en Algérie, les parents d'écopiers n'en éprouvent pas moins des "difficultés" quant aux moyens d'occuper le temps libre de leurs enfants, tandis que les spécialistes recommandent d'éviter les regroupements comme mesure barrière face au risque de contamination.

"C'est une bonne et salutaire décision que de faire avancer les vacances scolaires et universitaires en raison du réel danger que représente la proximité dans les écoles et universités, d'autant plus que les classes sont souvent chargées", déclarent à l'APS, des parents d'élèves et d'étudiants, au moment où la majorité de ceux attachés, parmi ces derniers, a affiché une franche "satisfaction" de voir prolonger leurs vacances.

Tout en mettant en exergue les "dangers" qu'encourent leurs rejetons en se rendant à leurs habituels établissements scolaires et universitaires, en raison de la "surpopulation" de ces édifices, bon nombre d'entre eux se disent avoir été "pris de court" par cette mesure d'exception, pour laquelle ils ont dû "chambouler" la routine de leur quotidien, afin d'assurer leur présence à la maison, d'une part, et de gérer le temps libre dont disposent leurs enfants, d'autre part.

"Lorsque j'ai pris connaissance de la décision, je l'ai trouvée raisonnable mais en même temps cela m'a rendue anxieuse étant donné que je travaille.

N'ayant pris aucune disposi-

tion en avance et ne pouvant laisser les enfants chez autrui, je vais vraiment devoir chercher la meilleure solution à cette situation", lâche Djamilia, employée de bureau, mère de deux enfants scolarisés.

Il faut dire que c'est davantage les femmes travailleuses qui ont été confrontées à cette situation inédite, en raison des nombreuses obligations qui leur incombent, les contraignant parfois à recourir au "système D" pour y faire face.

Certains mamans ont dû précipitamment introduire des demandes de congé auprès de leurs employeurs, pendant que d'autres ont fait appel à leurs proches pour "surveiller et accompagner" leurs enfants pendant qu'elles vaquent à leur travail. "Je reconnais que ce sont les mamans qui se plaignent davantage de cette situation, certes nécessaire mais déroutante au départ. En revanche, nous autres papas, avons plus de latitude à gérer cette nouvelle donne.

Si bien, que peu d'entre mes collègues hommes ou ceux de mon entourage n'ont été contraints de prendre congé ou d'une quelconque absence de leur travail", commente Samir, ingénieur d'Etat dans une entreprise publique. D'aucuns y ont même vu leurs charges "allégées" n'étant plus contraints de déposer leurs enfants à l'école ou à leurs crèches et de les chercher, au retour, tandis que d'autres, se sont mis à assister leurs épouses dans leurs multiples charges. Une fois trouvée l'ingénieuse solution pour "ne pas laisser seuls les enfants à la maison", les parents ont dû se triturer les méninges pour "les occuper de la meilleure manière" qui soit, sachant que pour cer-

tains d'entre eux, la "chose est loin d'être si évidente" en raison du tempérament "particulièrement agité" de leur progéniture.

"L'un de mes enfants est assez insolent et n'en fait qu'à sa tête.

J'ai souvent du mal à me faire obéir sans recourir aux sévères punitions. Ce n'est qu'une fois son père rentré du travail que son agitation retombe sensiblement", confesse un maman.

D'autres mamans avouent être "contrariées de devoir empêcher leurs enfants de jouer à l'extérieur avec leurs amis et voisins, en raison des menaces d'infection au Covid-19, la rue étant parfois un réceptacle de leur énergie débordante.

Nombreux sont les parents qui ont "lâché du lest" s'agissant des restrictions imposées à leurs enfants quant à leur recours à internet, estimant que "le temps libre supplémentaire dont ils disposent leur octroie plus de liberté à surfer".

Et à certains de faire cette précision : "A condition de contrôler le contenu des publications qu'ils consultent".

La conscience collective doit être de mise...

"Face à cette situation, les parents doivent inciter leur progéniture à prendre son mal en patience, en meublant le plus utilement possible son temps libre", préconise le président de la Fédération nationale des parents d'élèves, Ahmed Khaled, recommandant, sur le plan pédagogique, d'inciter les écoliers à "réviser les cours précédents et, si possible, préparer ceux du prochain trimestre".

Les mères, en raison de leur plus grande présence aux côtés de leurs enfants, sont "particulièrement sollicitées pour tracer

des emplois du temps quotidiens" à ces derniers, incluant, outre les études, des émissions télévisuelles de distraction, voire même "leur entraînement à la création de jeux ludiques", tout en attirant leur attention sur la nécessité de "limiter" leur recours à internet, notamment les réseaux sociaux.

"S'il a été décidé que les écoles ferment précocement leurs portes, c'est par souci de préserver la santé et la vie des écoliers mais aussi de l'ensemble de la population.

Or, nous constatons des regroupements de familles dans les lieux de divertissement et même dans des espaces comme des marchés où des mères se font accompagner par les enfants en faisant leurs courses", s'exclame M. Khaled, s'agissant de la nécessité d'éviter, au mieux, les contacts avec les foules.

Tout en rappelant les consignes édictées par les spécialistes de santé selon lesquelles les rassemblements de plus de deux (02) personnes peuvent représenter "un potentiel danger" pour la collectivité, il convie les pouvoirs publics à procéder à "la fermeture totale" des endroits publics et autres sites de grande fréquentation, le nouveau virus étant "ravageur et mortel".

"La vitesse inquiétante de propagation du Coronavirus exige de nous qu'on s'en prémunisse et qu'on prémunisse la santé de notre entourage", poursuit le représentant des parents d'élèves, soulignant "l'impératif" de rappeler aux enfants d'observer le respect des précautions hygiène.

L'état de siège comme riposte à l'incivisme...

"Nous ne pouvons pas substituer un endroit de confine-

ment par un autre. Il s'agit pour la population de se soumettre aux consignes des autorités, elle ne doit plus ignorer le danger que représente ce virus et qui relève d'une question de vie ou de mort.

Si les citoyens continuent à faire preuve d'incivisme, il faudra penser à décréter tout simplement l'état de siège", fait observer le président du Conseil de l'Ordre national des Médecins algériens, Dr Mohamed Bekkat Berkani.

Plaidant ainsi pour "les grands moyens, face aux grands maux", il recommande aux parents d'"éviter" à leurs enfants de se retrouver dans des lieux publics comme les parcs, les forêts, les jardins, etc, et ce, conséquemment à la décision d'arrêt des cours.

Laquelle décision répond à une logique d'"exclusion et non pas encore de confinement", explique-t-il.

Si l'enjeu de cette mesure est justifié par l'empêchement des regroupements, le spécialiste est d'avis que celle-ci peut s'avérer "sine-die, dans le sens où l'on ne sait pas combien de temps elle sera mise en œuvre", argumente-t-il, avant de mettre en garde contre les "risques encourus par la proximité avec les porteurs sains, qui ne savent pas eux-mêmes qu'ils sont infectés par le Covid-19 et qui constituent un facteur de transmission".

"Il faut que les citoyens prennent conscience de cela, en s'informant sur l'ampleur des contaminations en Italie et en France et ne plus se dire que cela n'arrive qu'aux autres", insiste le Dr Bekkat, avant de relever qu'"à l'exception de la Chine, aucun système de santé au monde n'a pu faire face à cette pandémie".

CORONAVIRUS/TIZI-OUZOU

Une enveloppe de 20 millions DA pour l'acquisition de matériel médical allouée par l'APW

L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou a décidé hier l'allocation d'une enveloppe de 20 millions de DA pour l'acquisition de matériel médical au profit des structures sanitaires locales pour "les aider à mieux faire face à la pandémie du Covid-19", a annoncé, son président, Youcef Aouchiche.

Dans un message vidéo adressé à la population, Aouchiche a indiqué l'APW a "décidé d'allouer une cagnotte de 20 millions de DA pour contribuer à l'acquisition de matériel médical" au profit des structures sanitaires locales, ajoutant que "si la situation l'exige, l'APW, procédera à l'ouverture de ligne de crédit par anticipation pour permettre une meilleure prise en charge des patients".

Cette cagnotte, a-t-il ajouté, "vise à permettre un meilleur fonctionnement de ces structures sanitaires pour offrir une prise en charge efficace aux patients", soulignant, à ce titre, qu'"une demande des besoins a déjà été formulée aux autorités compétentes pour les doter de ce matériel nécessaire".

Considérant que l'Algérie, à l'instar de tous les pays, vit "l'une des crises sanitaires les plus graves du monde", il a fait appel dans son message à faire prévaloir "l'esprit de responsabilité pour prendre dans l'urgence toutes les précautions nécessaires pour éviter un scénario catastrophe".

Plaidant pour un "effort col-



lectif et un engagement permanent pour faire face à cette pandémie", M. Aouchiche a appelé les citoyens "à raison garder et à ne pas céder à la panique et éviter de créer un climat de psychose, se fier aux informations officielles et éviter de relayer fake-news et informations infondées répandues sur les réseaux sociaux".

"Le temps n'est pas à la dé-

cision, c'est le moment de la responsabilité", a-t-il souligné, lançant, dans ce sens, un appel aux comités de villages et aux mouvements associatifs "à s'impliquer d'avantage dans cette campagne de prévention qui constitue le seul remède face à cette pandémie".

Rappelant les fermetures des espaces accueillant du public et les mesures prises par

les autorités locales pour éviter la rupture ou la perturbation de l'alimentation de la wilaya en vivres, il a appelé, également, à "éviter tous les rassemblements présentant un environnement propice à la propagation du virus" et insisté sur "l'impératif de se conformer aux recommandations de prévention et d'hygiène élémentaires à la portée de tous".

MOSTAGANEM

Importation de plus de 86.000 tonnes de semences de pomme de terre

Plus de 86.000 tonnes de semences de pomme de terre ont été importées via le port commercial de Mostaganem en prévision de la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris de la direction de wilaya des services agricoles.

La chef du service de production et appui technique, Aouïcha Bouras a souligné que ces quantités de différentes semences de pomme de terre ont été importées de Hollande, de France et du Danemark, durant la période allant du 29 octobre 2019 au 19 février dernier, soit au total 63 opérations d'importation d'un total de 86.700 tonnes.

Les semences importées ont été sou-

mises, une fois réceptionnées sur les quais du port de Mostaganem, aux analyses effectuées par la station régionale de protection végétale d'Oued Hadi (commune de Saada) pour s'assurer de l'absence de maladies phytosanitaires.

De plus, ces quantités, après octroi de la licence de liberté de transport et de sa sortie du port, ont fait l'objet d'analyses complémentaires (échantillons aléatoires) au niveau des sites de stockage avant la remise de la licence de vente, ajoute la même responsable.

Parallèlement, il est prévu au cours des prochaines semaines, la récolte de plus de 120.000 quintaux de semences in-

tensifiées localement au cours de cette saison.

Les surfaces situées dans les zones de Siret, Bouguiret, Mesra, Kheiredine, Aïn Nouissy et Hassi Mameche (plateau de Mostaganem) dédiées à la production de semences cette saison, ont été augmentées de 25% (111 hectares supplémentaires) par rapport à la campagne de l'année dernière qui a enregistré 427 has, a ajouté Mme Bouras.

Cette récolte, qui comprend différents types de semences, sera destinée à répondre aux besoins des producteurs lors de la campagne de pomme de terre d'arrière saison, a-t-on indiqué.

OUARGLA

Récupération de plus de 165.000 ha de superficies agricoles non exploitées

Une superficie globale de 165.639 hectares de terres attribuées dans le cadre de la concession agricole et de la mise en valeur et restés inexploités ont été récupérés dans la wilaya d'Ouar gla, a-t-on appris hier de la Direction locale des services agricoles (DSA). Lancée en septembre 2019 l'opération a ciblé une superficie globale de 340.000 ha attribués depuis 2012 et concerne 1.457 investisseurs ayant bénéficié de terrains de plus de 10 hectares dans le cadre de la concession agricole et les jeunes bénéficiaires de 1 à 2 hectares dans le cadre de la



mise en valeur agricole, a indiqué le DSA, Salim Benzaoui. Les terres attribuées aux investisseurs dans le cadre de la concession agricole, et dont

159.832 ha ont été jusqu'ici récupérés, sont localisées dans les régions d'El-Hedjira, N'goussa, Hassi-Messaoud, Hassi-Benabdallah, Sidi-

Khouiled et Rouissat, a-t-il ajouté. De même, 5.807 ha non exploités ont été récupérés de 3.438 jeunes qui en avaient bénéficié d'un total de 7.969 ha dans le cadre de la mise en valeur agricole, poursuit le même responsable. L'opération intervient en application de la circulaire interministérielle N 1.839 du 14 février 2017 visant à récupérer le foncier agricole non exploité pour le réaffecter à des investisseurs sérieux, de sorte à permettre une meilleure exploitation des terres agricoles, l'encouragement de la production locale et l'impulsion du secteur.

SOUK AHRAS

Raccordement au réseau de gaz naturel de 22 mechtas avant fin 2020

Vingt-deux (22) mechtas réparties sur plusieurs communes de la wilaya de Souk Ahras, seront raccordées au réseau de gaz naturel, "avant la fin de l'année 2020", a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'administration locale (DAL), Nouredine Guellal.

Mobilisant une enveloppe financière de 100 millions DA puisée de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, cette opération concernera les zones rurales de Bouchahda relevant de la commune d'Oued Idriss, de Lemdoura à Sedrata, de Beyadha dans la localité de Henancha, de Kabel El Kodran dans la commune d'Oued Kbarit en plus des mechtas de Kasriya (Oum El Adhaim) et de Tellal (Mechroha), a précisé à l'APS, M. Guellal.

Pas moins de 31 mechtas de cette wilaya frontalière, ont bénéficié au titre de l'exercice 2019, des bienfaits de cette énergie propre, ayant nécessité un financement inscrit dans le cadre de la même Caisse, a rappelé M. Guellal, ajoutant que l'ensemble des centres des communes de cette wilaya au nombre de 26, est actuellement raccordé au réseau de gaz naturel.

Parallèlement, il sera procédé, selon la même source, à l'alimentation en énergie électrique, durant l'année en cours, de plusieurs mechtas et zones enclavées, soulignant que les études relatives à la réalisation de ce projet, sont "actuellement en cours" alors que le lancement des travaux est prévu "avant la fin du premier semestre de l'an 2020".

De son côté, le directeur de la concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya, Tahar Bezghoud a affirmé que les investissements publics dans ce domaine, ont permis le raccordement au réseau de gaz naturel de nombreux groupements d'habitation et mechtas éloignés.

Durant les deux (2) dernières années, un montant financier de l'ordre de 120 milliards DA, a été alloué dans la wilaya pour le raccordement au réseau d'électrification rurale de 142 zones rurales.

Une opération qui a touché également 58 sites urbains de diverses communes de la wilaya, ce qui a permis de porter le taux de couverture en cette énergie à 97,01 %, a encore rappelé M. Guellal.

Afin d'améliorer la qualité de service et éviter les coupures récurrentes d'électricité, une opération portant renforcement du réseau a été réalisée à travers l'installation de 116 transformateurs électriques sur une distance de 50 km, ayant permis de diminuer la durée d'intervention des agents chargés de la maintenance de e trois (3) heures à une (1) heure, et ce, par la mise en place des équipements destinés à détecter des pannes en plus de la réalisation des réseaux de fibre optique reliant les agences relevant de cette concession, a-t-on noté.

D'autres transformateurs électriques ont été en outre installés dans les daïras de Souk Ahras, de Sedrata et de M'daourouch, a-t-on signalé de même source.

ETATS-UNIS

Trump lance un plan massif pour sauver l'économie de la pandémie

L'administration Trump et la Banque centrale américaine ont redoublé d'efforts mardi pour éviter que la première économie du monde ne soit emportée par la pandémie de coronavirus, en annonçant des aides massives pour apporter un secours financier immédiat aux entreprises et aux ménages les plus touchés.

Le secrétaire américain au Trésor Steven Mnuchin travaille avec le Sénat et la Chambre des représentants sur un programme d'aide "audacieux et très important", a annoncé Donald Trump lors d'une conférence de presse.

Après avoir tardé à réagir, l'hôte de la Maison Blanche s'est vanté de l'ampleur inédite de ce plan: "Je ne crois pas avoir vu quelque chose de similaire auparavant".

Steven Mnuchin n'a pas révélé le montant de ce plan d'aide en cours de négociation. Mais la presse américaine évoquait quelque 850 milliards de dollars.

Et, selon la chaîne américaine CNBC, cela pourrait même dépasser les 1.000 milliards de dollars.

Le coronavirus, parti de Chine fin 2019 et qui se répand partout dans le monde, contraint les pays à prendre des mesures draconiennes. Aux Etats-Unis, de nombreuses lignes aériennes ont été suspendues, des écoles ont été fermées, de même que des bars et restaurants. Avec des rassemblements de plus de dix personnes désormais déconseillés, c'est toute l'activité économique du pays qui est affectée. "Le message est que (...) ce n'est la faute de personne", a réagi plus tard Donald Trump. "Nous allons prendre le problème à bras le corps, nous en ressortirons plus grands, plus forts et en meilleure forme que jamais".

"Nous envisageons d'envoyer immédiatement des chèques aux Américains", a expliqué le secrétaire au Trésor.

Une mesure déjà prise par l'administration Bush lors de la crise de 2008.

M. Mnuchin a souligné l'importance d'injecter sans délai des liquidités pour aider non seulement les ménages, mais aussi les petites entreprises les plus fragilisées par la crise. "Nous avons également la possibilité de garantir des prêts à des industries essentielles, telles que le transport aérien et l'hôtellerie", a expliqué le ministre.

Selon lui, les compagnies aériennes, qui ont dû suspendre de nombreuses liaisons pour endiguer la propagation du virus, sont "dans une situation pire" qu'après les attentats du 11-Septembre.

Etats-Unis : la Fed annonce des facilités de crédit destinées aux entreprises et aux ménages

Dans une nouvelle mesure d'urgence pour atténuer les effets économiques du Coronavirus aux Etats-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a annoncé mardi la mise en place de facilités de prêt pour favoriser le flux de crédit à court terme vers les banques et les entreprises. Il s'agit d'une facilité, déjà mise en place par la Fed, pour la première fois, pendant la crise financière de 2008 en vue de stimuler le marché des prêts à court terme alors que l'activité dans la première puissance économique mondiale est au ralenti et la Bourse de New York est en chute libre. A travers ce mécanisme, la Banque centrale américaine compte apporter un soutien aux prêts automobiles ou immobiliers et d'accorder des prêts aux entreprises.

"Le marché de la dette à court terme a été mis à rude épreuve ces derniers jours, les entreprises et les ménages étant confrontés à une plus grande incertitude face à l'épidémie de coronavirus", indique la Fed dans un communiqué. Un Fonds de stabilisation doté de 10 milliards de dollars a été mis en place pour protéger la Fed contre les pertes de crédit sur les prêts accordés dans ces circonstances. L'annonce de la nouvelle mesure, qui fait partie d'une panoplie d'initiatives urgentes de la Banque centrale, a été bien accueillie par la

PÉTROLE

Le Brent en dessous de 28 dollars

Les cours du pétrole poursuivaient leur baisse mercredi, le baril de Brent descendant en dessous de 28 dollars, pour la première fois depuis 2016, pris en étau entre une offre débordante et une demande mondiale sapée par la pandémie de coronavirus.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 27,88 dollars à Londres, en baisse de 2,96%.

Le baril de WTI pour livraison en avril valait 25,55 dollars, en recul de 5,19% par rapport à la clôture de mardi, peu après avoir touché 25,08 dollars.

Les cours du pétrole ont chuté de près de 50% depuis janvier, affectés par la baisse de la demande sur fond de la propagation de la pandémie du coronavirus, qui a coïncidé avec l'échec des négociations entre les membres de



l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des producteurs hors Opep (Opep+) sur une baisse additionnelle de l'offre.

L'euro poursuit sa baisse face au dollar

L'euro poursuivait sa baisse face au dollar au lendemain d'une chute provoquée notamment par un manque de billets verts sur les marchés.

L'euro perdait 0,17% face au billet vert, à 1,0986 dollar.

"Le billet vert a bénéficié d'une hausse de la demande pour la sécurité qu'il procure lorsque les conditions de marché sont tumultueuses", a commenté Han Tan, analyste.

L'attrait du dollar comme valeur refuge a souvent fait

débat ces dernières semaines.

Si cela s'est dernièrement souvent vérifié, l'euro a néanmoins semblé temporairement occuper cette position de valeur refuge à partir de la mi-février.

Cela n'a néanmoins pas duré. "Plus récemment et de manière significative, des tensions sur les liquidités sont entrées en jeu, les gains (du billet vert) reflétant la demande de financement en dollars", a ajouté M. Tan, tandis que la devise euro a chuté

mardi, perdant même temporairement plus de 2%, un niveau très élevé pour le marché des changes et notamment pour la paire euro-dollar.

"L'euro se trouve pris dans des mouvements violents, ce qui indique un stress de financement en dollar", a approuvé Ulrich Leuchtmann, analyste, qui souligne toute fois que cela devrait être temporaire.

Selon lui, contrairement à 2008, la Banque centrale européenne a maintenant la

possibilité de recevoir directement des fonds de la Réserve fédérale américaine, l'immunisant "contre le risque d'être coupés du financement en dollars fourni par les banques commerciales américaines".

L'antenne de la Réserve fédérale de New York, qui veille à ce que les marchés disposent de suffisamment de liquidités, a par ailleurs organisé mardi une nouvelle injection massive d'argent en offrant 500 milliards de dollars sur le marché monétaire.

CORONAVIRUS

Une riposte économique dans un monde toujours plus calfeutré

Milliards en vue, rues désertes et peur rampante: les plans de relance se multiplient dans le monde pour soulager l'économie mise à mal par le coronavirus, notamment dans une Europe qui continue à se calfeutrer, comme la Belgique à partir d'hier.

Dans l'immédiat, les ministres européens des Transports doivent se concerter en vidéoconférence hier matin pour évoquer un secteur sinistré par la crise

sanitaire. Les liaisons aériennes ont énormément pâti de l'épidémie de Covid-19 et des mesures de blocages destinées à en freiner l'expansion.

Le gouvernement italien est d'ailleurs prêt à nationaliser la compagnie aérienne Alitalia, au bord de la faillite depuis des années.

De manière plus globale, le président Donald Trump, après avoir tardé à réagir, entend sonner la cloche de la reconquête économique, avec un programme d'aide "audacieux et très important" à destination des entreprises américaines menaçant de périr. Le secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, n'a pas révélé le montant de ce plan d'aide en cours de négociation.

Mais la presse américaine évoquait quelque 850 milliards de dollars. Et, selon la chaîne américaine CNBC, cela pourrait même dépasser les 1.000 milliards de dollars.

Parallèlement, la Banque centrale américaine (Fed) a annoncé toute une série de mesures pour s'assurer que le tissu économique profite bien des milliers de milliards de dollars qu'elle injecte depuis une semaine.

Les annonces de la Fed et la perspective d'un plan de relance économique ont rassuré les marchés.

Wall Street a terminé en forte hausse, le Dow Jones gagnant 5,17% et le Nasdaq 6,23%. Mardi, la Banque centrale européenne (BCE) a fourni plus de 100 milliards d'euros de liquidités aux banques.

Au total, 110 banques ont retiré pour 109,1 milliards d'euros de monnaie de banque centrale.

Cette opération de refinancement, la première des 13 prévues d'ici à la mi-juin, s'inscrit dans le paquet de mesures annoncées cinq jours plus tôt.

L'Italie, le pays le plus touché jusqu'à présent par l'épidémie au sein de l'UE, a annoncé 25 milliards d'euros. En

France, le gouvernement a annoncé un allègement, report ou une annulation, de charges à hauteur de 32 milliards d'euros sur le seul mois de mars.

Ce qui constitue l'essentiel des 45 milliards d'euros de mobilisation "immédiate", annoncée mardi par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire.

Et le Premier ministre, Edouard Philippe, n'a pas exclu des nationalisations d'entreprises si nécessaire.

L'Etat espagnol, lui, va garantir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts aux entreprises, a annoncé mardi le chef du gouvernement Pedro Sanchez.

De son côté, Londres offrira la garantie de l'Etat sur les prêts aux entreprises atteignant 330 milliards de livres (363 milliards d'euros), une somme qui pourra être augmentée si besoin, et des aides de 20 milliards de livres, comme l'a annoncé le gouvernement de Boris Johnson mardi.

Hier, c'est la Belgique qui se calfeutre à son tour, à partir de midi, avec des exceptions pour aller chez le médecin, pour l'activité physique en plein air et dans quelques commerces jugés essentiels.

Pour les entreprises qui ne peuvent organiser le télétravail, elles devront garantir à leurs salariés un "respect scrupuleux de la distanciation sociale" sur le lieu de travail et dans les transports, a prévenu la Première ministre, Sophie Wilmès, évoquant le risque d'"amendes lourdes", voire de fermetures administratives en cas de non respect par l'employeur d'un premier avertissement sur ce point.

Le Covid-19, parti du centre de la Chine fin 2019, a fait au moins 7.842 morts dans le monde, et plus de 191.000 cas d'infection ont été dénombrés depuis son apparition en décembre.

FINANCES

Les Bourses accentuent leur chute

Les places boursières ont accentué leur chute cet après-midi, en dépit des milliards promis par les grandes puissances économiques pour soulager l'économie mondiale face à la crise du coronavirus.

À l'instar de Tokyo, qui a fini en baisse de 1,68%, les principales places boursières européennes ont toutes balayé à l'ouverture leur rebond de la veille, avant de s'enfoncer davantage. Vers midi, la Bourse de Paris accusait des pertes de 5,24%, Francfort de 5,05% et Londres de 4,36%.

De leur côté, Milan et Madrid perdaient respectivement 1,95% et 2,79%.

Et la séance américaine promettait une dégringolade de même ampleur, la bouffée d'oxygène octroyée la veille par les annonces de la Fed et de l'administration américaine ayant fait long feu. Le contrat à terme sur l'indice vedette Dow Jones Industrial Average s'enfonçait ainsi de 3,94%, celui de l'indice élargi S&P 500 de 3,70% et celui du Nasdaq, à forte coloration technologique, de 4,44%.

Les marchés boursiers européens sont dans le rouge bien qu'un certain nombre de gouvernements aient lancé hier des programmes de sauvetage pour soutenir leur économie, ont relevé des analystes. Cette situation fait écho à la crise bancaire de 2008, quand les gouvernements mobilisaient des sommes d'argent colossales



pour faire face à la crise et apaiser la panique ambiante, estime-t-ils. Un grand nombre de banques centrales ont abaissé récemment leurs taux directeurs, plusieurs grands pays ont annoncé de larges soutiens budgétaires, mais tant que le virus persiste, les experts doutent de l'efficacité de telles mesures.

Dernier en date à dégainer, le Royaume-Uni offrira la garantie de l'Etat sur les prêts aux entreprises pour un montant atteignant 330 milliards de livres et des aides de 20 milliards de livres. La note de tous ces efforts va être très saluée alors que les Etats-Unis affinent un plan de soutien

dont le montant avoisinerait les 1.000 milliards de dollars, selon des médias américains. De son côté, la Banque centrale américaine a également créé un nouveau mécanisme devant permettre aux ménages et aux entreprises américains d'avoir plus facilement accès au crédit.

La Banque centrale européenne (BCE) a pour sa part fourni mardi plus de 100 milliards d'euros de liquidités aux banques.

Un coup de pouce qui s'ajoute aux dizaines de milliards débloqués par plusieurs pays du Vieux Continent devenu l'épicentre d'une pandémie ayant fait

des milliers de morts dans le monde. Signe de la défiance accrue des investisseurs, qui anticipent un inexorable creusement des déficits des Etats, les obligations d'Etat européennes et américaines ont connu un fort mouvement de tension en début de séance, qui s'est ensuite tempéré à la mi-journée.

Alors que l'Union européenne ferme toutes ses frontières avec l'extérieur jusqu'au 17 avril, la présidente de la Commission européenne a admis que les responsables politiques avaient tous "sous-estimé" au départ l'ampleur du danger représenté par l'épidémie.

Après l'Italie, l'Espagne et la France, c'était au tour de la Belgique mercredi de passer au confinement général.

La chancelière Angela Merkel doit en outre s'adresser mercredi soir pour la première fois aux Allemands à la télévision, pour leur demander de respecter les consignes sanitaires mises en place.

Aux Etats-Unis, les intervenants de marché s'attendent à une mise en place inévitable du confinement de la population, ce qui accentuerait l'impact de l'épidémie sur l'économie.

CORONAVIRUS

Le FMI rejette une demande d'aide de 5 milliards de dollars de Caracas

Le Fonds monétaire international (FMI) a rejeté mardi une demande d'aide de 5 milliards de dollars réclamée par le président du Venezuela, Nicolas Maduro, afin de lutter contre la pandémie de nouveau coronavirus dans son pays.

"Malheureusement, le Fonds n'est pas en mesure de prendre en considération cette demande", a déclaré un porte-parole du FMI dans un communiqué. L'action du FMI est "fondée sur une reconnaissance officielle du gouvernement par la communauté internationale (...). Il n'y a pas de reconnaissance claire à ce stade" en ce qui concerne le Venezuela, a expliqué ce porte-parole. Prés d'une soixantaine de pays, parmi lesquels les Etats-Unis, reconnaissent le chef de l'opposition vénézuélienne Juan Guaido comme le président par intérim du Venezuela. Nicolas Maduro, de son côté, a toujours l'appui de la Russie, de Cuba et de la Chine.

JAPON - CHINE

Les importations de Chine ont chuté de près de 50% en février à cause du virus

En raison du coronavirus, les importations du Japon provenant de Chine se sont effondrées de 47,1% en février sur un an, leur plus forte chute depuis 1986, selon des données publiées hier par le ministère japonais des Finances.

Les importations japonaises de Chine en février ont à peine représenté 673,4 milliards de yens (5,7 milliards d'euros), tandis que les exportations nipponnes vers la Chine ont seulement légèrement reculé de 0,4% sur un an à 1.136 milliards de yens. L'épidémie de virus a entravé l'activité manufacturière en Chine, ce qui a naturellement entraîné une chute des importations japonaises", a rappelé Takeshi Minami, économiste en chef à l'institut de recherches Norinchukin. Le pic de l'épidémie semble désormais être passé en Chine, mais le Covid-19 est entre-temps devenu pandémique, paralysant l'Europe et menaçant les Etats-Unis d'une récession.

VIETNAM

La Banque centrale baisse ses taux directeurs

La Banque d'Etat du Vietnam (SBV) a décidé de réduire ses taux d'intérêt directeurs de 50 à 100 points de base, l'épidémie de Covid-19 pesant lourdement sur l'économie et les principales banques centrales ayant baissé leurs taux d'intérêt respectifs.

Une réduction de 0,5 à 1 point de pourcentage va s'appliquer au taux d'intérêt de refinancement, au taux d'intérêt applicable aux prêts au jour le jour et aux intérêts via les opérations d'open market (OMO), a indiqué la SBV. La banque centrale vietnamienne a également abaissé le plafond des taux d'intérêt à 4,75% par an et à 5% pour les dépôts à échéance d'un mois à moins de six mois. Elle a également ordonné aux banques de réduire le taux de prêt maximal pour les prêts à court terme de 6% à 5,5%, dans le but d'aider les entreprises opérant dans les domaines de l'agriculture, des industries de haute technologie et des exportations, entre autres. De même, ce taux dans les fonds de crédit aux personnes et les services de micro-finance est passé de 7% à 6,5%. La SBV a expliqué ces mesures par le fait que l'environnement économique mondial défavorable sous l'impact de la pandémie de Covid-19 a conduit à la baisse des taux d'intérêt de référence des principales banques centrales, dont la Réserve fédérale (Fed). Dimanche, la Fed a décidé de réduire son taux de référence à 0 - 0,25% par rapport à la fourchette cible précédente de 1 - 1,25%, fournissant à son tour des liquidités aux systèmes financiers. Sur le plan intérieur, le 4 mars, le Premier ministre Nguyen Xuan Phuc a publié une directive détaillant un certain nombre de solutions pour aider les entreprises à faire face au Covid-19. Pour mieux refléter les conditions macroéconomiques actuelles et les marchés financiers mondiaux, le SBV a décidé d'ajuster ses taux d'intérêt de référence.

FRANCE - INDUSTRIE AUTOMOBILE

Chute du marché automobile européen en février

Le marché automobile européen a chuté de 7,4% en février, pénalisé par des changements de réglementation, et les constructeurs français ont plus souffert que leurs concurrents étrangers avant même l'impact du coronavirus qui s'annonce violent à partir de mars, selon des chiffres publiés hier.

Comme en janvier, le groupe Renault (avec Alpine, Dacia, Lada) a fait près de deux fois moins bien que la moyenne, avec des livraisons en recul de 14,3%.

Son rival français PSA (Peugeot, Citroën, DS, Opel, Vauxhall), en baisse de 8,9%, s'en est un peu moins mal sorti, d'après les données publiées par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA).

Environ 957.000 voitures particulières neuves ont été mises sur les routes de l'Union européenne en février.

Les quatre principaux marchés, Allemagne (-10,8%), Italie (-8,8%), Espagne (-6%) et France (-2,7%) étaient dans le rouge. Brexit oblige, l'ACEA établit désormais ses statistiques pour l'UE hors Royaume-Uni, en retraçant les chiffres de

2019 afin de permettre les comparaisons d'une année sur l'autre.

Sur les deux premiers mois de l'année, la baisse du marché automobile atteint aussi 7,4%. Le marché subit le contre-coup d'immatriculations qui ont été anticipées en fin d'année dernière, d'une part pour écouler des véhicules polluants avant l'entrée en vigueur de plafonds européens de CO2 contraignants pour les constructeurs, d'autre part pour esquiver un alourdissement de la fiscalité automobile dans plusieurs pays dont la France, à partir du 1er janvier.

Mais l'ACEA a aussi constaté "un affaiblissement de la conjoncture économique mondiale", avant même l'impact des mesures de confinement prises en Europe ces derniers jours pour lutter contre l'épidémie de Covid-19.

Les grands marchés européens (Allemagne, France, Italie, Espagne) sont désormais paralysés et les principaux sites de fabrication sont à l'arrêt ou en passe de l'être pour une période indéterminée. Une dégringolade encore plus brutale s'annonce à partir du mois de

mars. Dans des circonstances similaires, le marché chinois avait chuté de près de 80% en février. Après six années consécutives de croissance, l'ACEA, qui tablait jusqu'ici sur un recul des immatriculations européennes de 2% en 2020, devra donc revoir ses prévisions. Parmi les constructeurs, le groupe Volkswagen (-5,3%) a encore renforcé sa première place européenne en février, avec une part de marché de 25,1% (+0,6 point). Il bénéficie du succès des nouveaux modèles de SUV (4x4 de loisir) de sa filiale espagnole Seat (+9,2%). Du côté français, PSA souffre de la chute de sa marque Opel (-23%), plombée par l'arrêt de la commercialisation de plusieurs modèles pour renforcer sa rentabilité. Le groupe se maintient au deuxième rang européen, avec une part de marché de 17,6% (-0,3 point).

Malgré sa forte baisse, Renault complète toujours le podium, en s'assurant 10,5% du marché (-0,8 point).

Les livraisons de la marque au losange ont reculé de 6,9% tandis que celles de sa filiale à bas coûts Dacia ont plongé (-27,3%).

SUÈDE - CORONAVIRUS

La Suède annonce un plan de soutien de 28 milliards d'euros

La Suède a annoncé lundi un plan de soutien aux entreprises pouvant aller jusqu'à 28 milliards d'euros face aux conséquences économiques du nouveau coronavirus.

"C'est une situation complètement unique pour l'économie suédoise", a commenté la ministre des Finances Magdalena Andersson au cours d'une conférence de presse à Stockholm. "Nous voulons

avec l'annonce d'aujourd'hui permettre à autant d'entreprises que possible de survivre à cette crise", a-t-elle ajouté. Ces mesures consistent notamment à faire assurer par l'Etat le paiement d'une plus grosse part des salaires des personnes provisoirement mises à pied en cas de baisse d'activité de leur employeur.

Les entreprises pourront aussi reporter le paiement de leurs impôts. En fonction

du nombre des acteurs économiques qui y feront appel, le coût de ces dispositifs pourrait atteindre 300 milliards de couronnes suédoises (31,1 milliards de dollars, 27,8 milliards d'euros).

Ces mesures devront être votées par le Parlement, qui doit se prononcer jeudi sur un budget révisé.

Lundi également, la banque centrale suédoise a annoncé des mesures de soutien d'un même mon-

tant, soit 300 milliards de couronnes suédoises.

La Suède compte actuellement 1.059 cas confirmés de nouveau coronavirus et six morts.

Les autorités sanitaires ont recommandé lundi aux habitants de Stockholm de travailler à domicile s'ils le peuvent, les personnes de plus de 70 ans devant essayer de limiter autant que possible les contacts sociaux.

OUARGLA

La Sûreté nationale sensibilise les citoyens

La Sûreté de wilaya d'Ouargla a entamé hier une campagne d'information en vue de sensibiliser les citoyens aux mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19), a-t-on constaté.

Cette campagne permet d'orienter les voyageurs au niveau de la Gare multimodale (périphérie Ouest de la ville d'Ouargla) ainsi que les usagers du tramway, notamment à travers la distribution de dépliants comprenant des conseils sur les précautions à prendre et les bonnes habitudes quotidiennes d'hygiène à adopter, l'usage de bavettes et le lavage fréquent des mains ainsi que les bons gestes en cas de toux ou d'éternuement.

Les encadreurs de cette campagne, dont des médecins et paramédicaux de ce corps sécuritaire, ont prodigué des conseils aux citoyens sur les mesures préventives pour faire face à la contamination et la propagation du virus par l'adoption des règles d'hygiène sanitaires, surtout au niveau des espaces publics, où le risque de contamination est élevé.

La Sûreté de wilaya a mobilisé dans le cadre de cette campagne, qui intervient en application d'un plan national initié par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), un staff médical et paramédical, des éléments du corps de la police, en collaboration avec la Protection civile, afin de faire le tour des espaces et endroits publics à la rencontre des personnes qui fréquentent les transports publics notamment, a souligné Amina Djaaroun, chargée de la communication à la sûreté de wilaya.

L'initiative se poursuivra avec des campagnes périodiques pour maintenir le niveau de sensibilisation du citoyen pour éviter les risques de propagation du COVID-19.

SÛRETÉ DE MÉDÉA Une campagne de sensibilisation au profit des citoyens contre la propagation du Coronavirus

Les services de la Sûreté de la wilaya de Médéa ont organisé mardi une campagne de sensibilisation au profit des citoyens à la nécessité de prévention face à la prévalence de l'infection au coronavirus, et ce dans le cadre d'une campagne nationale lancée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a indiqué mercredi un communiqué de la DGSN.

Organisée en coordination avec les différents acteurs publics à l'instar des directions de la Santé, du Commerce et des Transports ainsi que des représentants de la société civile, cette campagne s'inscrit dans le cadre des mesures préventives prises par l'Etat algérien afin de freiner l'expansion du coronavirus.

Dans le cadre de cette campagne, une visite a été effectuée par les cadres de la police, en compagnie des directeurs des secteurs susmentionnés, au niveau de l'hôpital local «Mohamed Boudia» de Médéa, en vue de prodiguer des consignes et conseils (par les médecins de l'hôpital ainsi que ceux relevant de la DGSN) en faveur des citoyens venant rendre visite à leurs proches, à travers la distribution des dépliants de sensibilisation dans ce sens.

Cette sortie a également ciblé la gare routière de Médéa, certains espaces publics et des locaux commerciaux connaissant une forte affluence de citoyens tels les restaurants et les cafétérias, a-t-on précisé, relevant que des conseils et des consignes ont été donnés aux propriétaires de ces commerces ainsi qu'aux conducteurs de moyens de transport et aux voyageurs en vue d'éviter la contamination.

La campagne de sensibilisation a également profité aux usagers de la route et aux conducteurs qui se sont vus distribués des dépliants et des affiches au niveau des barages et points de contrôle sur la prévention du Coronavirus.

FERMETURE DES CRÈCHES

La solidarité familiale, l'alternative des mères qui travaillent à Annaba

Des mères de famille actives dans la wilaya d'Annaba œuvrent à faire face aux répercussions de la décision de fermeture des crèches, annoncée par les pouvoirs publics comme mesure de protection de la petite enfance du danger du coronavirus.

Beaucoup de femmes rencontrées par l'APS affirment avoir reçu avec "sérénité" la décision de fermeture des crèches pour le bien des enfants et relèvent pour la plupart qu'elles ont trouvé solidarité et appui chez les membres de leurs familles, disposés à garder les enfants durant cette période critique "imposant la solidarité de tous pour protéger la santé et la sécurité collectives".

Les traditions de solidarité familiale et la nature des relations liant les familles algériennes facilitent à certaines mamans qui travaillent la gestion des répercussions de cette conjoncture s'accordent à dire plusieurs mères.

Dans ce contexte, Mounira et Widad, respectivement médecin et infirmière au service des maladies contagieuses de l'hôpital universitaire Dorbane ont affirmé être "mobilisées" en cette conjoncture particulière avec leurs col légues à assumer leur mission noble de préservation de la santé publique.

Elles ont confié que leurs sœurs leur ont proposé à garder leur enfants, étant elles mêmes en vacances avec la fermeture des universités.

De sa part, Imène gastro-entérologue à l'hôpital Ibn Sina a indiqué qu'en temps normal elle comptait sur une nourrice à domicile pour s'occuper de ses 2 enfants



âgés de 1 et 2 ans, mais actuellement elle préfère confier ses enfants à sa famille pour "éviter tout contact avec l'environnement extérieur".

Elle a ajouté qu'en dehors des cas de répartition de la responsabilité de garde d'enfants entre le couple à travers l'organisation du planning des congés professionnels, le sens de solidarité de la famille algérienne demeure "le plus performant de toute alternative" à prévoir en de circonstances particulières.

D'autres mamans n'ont pas trouvé de solution que de prendre un congé et garder leurs enfants à la maison.

Mme. Leïla, employée au service de l'état civil de la commune d'Annaba souligne à l'APS que "la santé de ses

enfants n'a pas de prix" et qu'elle n'avait de choix que de prendre un congé et de rester avec ses enfants d'autant que sa famille habite dans une autre wilaya.

Selon les statistiques fournies par la direction locale de l'action sociale (DAS), la wilaya d'Annaba compte 87 crèches agréées qui accueillent plus de 5.000 enfants.

A l'instar des autres wilayas du pays, Annaba a pris plusieurs mesures préventives pour contenir le danger de propagation du virus corona (Covid19) comme la fermeture des salles des fêtes, les piscines, les salles de sports, les espaces de rassemblement public et autres marchés hebdomadaires de vente de

voiture et d'oiseaux.

La direction de wilaya du Commerce a pour sa part mobilisé des brigades de contrôle pour lutter contre la spéculation, a-t-on indiqué, précisant que cette disposition a ciblé les grandes surfaces commerciales et les pharmacies où les demandes en bavettes et les produits de désinfection s'accroissent de jour en jour.

Les brigades de contrôle ont insisté sur la sensibilisation concernant les conditions de l'hygiène et de stérilisation dans les activités commerciales et de contact avec les consommateurs, a-t-on fait savoir, précisant que les équipes du Croissant rouge algérien (CRA) d'Annaba ont été mobilisées pour la collecte des produits désinfectants et de nettoyage au profit des familles démunies.

En plus de la cellule de crise installée au cabinet du wali pour suivre l'évolution de la situation sanitaire et veiller sur l'application des mesures de précaution prises, la direction locale de la santé et de la population a ouvert 4 unités de dépistage du coronavirus au chef lieu de wilaya ainsi qu'à El Hadjar et Ain El Berd.

Un premier cas confirmé de coronavirus (Covid-19) a été enregistré lundi soir à Annaba, a-t-on rappelé.

CORONAVIRUS

Ouargla : de nombreuses femmes prises entre les obligations professionnelles et la fermeture des garderies d'enfants

La fermeture des crèches et garderies d'enfants, décidée par les pouvoirs publics dans le cadre des mesures préventives contre le Coronavirus, ont été accueillies avec un pincement de cœur par les femmes travailleuses.

Ces dernières se sont retrouvées du jour au lendemain prise entre le marteau de leurs obligations professionnelles et l'enclume de l'absence d'une solution alternative.

Elles sont nombreuses, employées d'entreprises, établissements et institutions, publics et privés, à voir en cette décision, bien que tout à fait importante, une mesure contraignante obligeant la femme travailleuse à opter pour la prise d'un congé, que ce soit un reliquat, par anticipation ou de maladie, pour assurer la garde de leurs enfants en bas âge ou en préscolarité.

Fatima, employée dans une entreprise économique et mère de trois

enfants (1à5 ans), a dit se retrouver dans une "situation inconfortable", après que la garderie ait fermé ses portes, l'amenant à recourir à un arrêt de travail médical de 15 jours en vue de reprendre la garde de ses petits, et ce en dépit de la "sensibilité" de son poste de travail. Lamia, cadre à la Sonelgaz et mère de deux enfants n'a pas caché son mécontentement face à cette décision de fermeture, en l'absence de personnes à qui confier cette mission et de l'éloignement de ses parents, en dehors de la wilaya d'Ouargla. Amel (architecte) a, de son côté, dû emmener sa fille avec elle sur son lieu de travail, relevant du secteur privé, où elle ne peut déposer de congé de maladie, de crainte de perdre son poste, car nouvellement recrutée.

Dr. Leïla, praticienne à l'hôpital "Mère-Enfant" d'Ouargla, n'a trouvé de solution autre, pour garder ses enfants, que le changement de sa permanence

de jour à celle de nuit. D'autres travailleuses, plus chanceuses et dont les relations parentales sont plus étroites, ont carrément confié leurs enfants à leurs parents et beaux-parents, comme c'est le cas de Soumaya, employée dans une pharmacie, qui doit juste consentir un trajet supplémentaire pour déposer ses enfants chez sa famille.

Par souci d'atténuer les répercussions de la fermeture des garderies et crèches en cette conjoncture afin de prévenir le risque de propagation du Coronavirus, certains établissements et institutions dans la région ont accordé des congés exceptionnels d'une durée de 15 jours (extensibles) aux travailleuses.

Une initiative que beaucoup ont salué, à l'image de Radia, employée à la caisse nationale d'assurances sociales, qui l'a accueillie favorablement car lui permettant d'être près de ses enfants et leur confinement à domicile.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 8 blessés en 24h (Protection civile)

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et huit (8) autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus lors des dernières 24 heures, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la

wilaya de Mila, avec deux (2) personnes décédées et une (1) autre blessée suite à une collision entre un camion et un véhicule léger sur la route nationale (RN 5), commune et daïra de Chalghoum El-Aïd, selon le communiqué qui concerne les interventions des unités de la

Protection civile du mardi au mercredi matin.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 15 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant des appareils de chauffages et chauffe bains à

Constantine, El-Tarf, Oran et Batna.

À Béjaïa, les pompiers ont réussi à éteindre un (1) incendie déclaré dans un poulailler au village Mouzaïa, commune de Boukhefifa, daïra de Tichy, a-t-on ajouté.

SANTÉ

Le HCR demande d'inclure les réfugiés dans les plans de réponse liés au coronavirus

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a souligné l'urgence de protéger les populations vulnérables et d'inclure les réfugiés dans les plans de réponse au coronavirus engagés par différents pays.

Le HCR a plaidé mardi pour que les réfugiés et les demandeurs d'asile, ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, soient inclus dans les plans nationaux de veille, de préparation et de réponse.

«C'est un appel à la mobilisation pour que les réfugiés soient pris en compte dans les plans nationaux contre le Covid-19, a déclaré Cécile Pouilly, porte-parole du HCR lors d'un entretien avec ONU Info.

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés justifie cet appel à la vigilance par le fait que «80% de la population mondiale de réfugiés» se trouve dans des pays à faible ou moyen revenu. «C'est-à-dire des pays où les infrastructures sanitaires sont souvent moins élaborées ou moins disponibles», a ajouté Mme Pouilly. Selon le HCR, la réponse internationale à la crise du Covid-19 doit ainsi prendre en compte et cibler toutes les populations, y compris les personnes contraintes de fuir leur foyer. Les personnes âgées parmi les populations déracinées sont particulièrement vulnérables.

L'agence onusienne a d'ailleurs exhorté toutes les



autorités nationales à traiter les réfugiés et les demandeurs d'asile qui tombent malades du virus de la même manière que les autres ressortissants.

Au moins 10 cas parmi les réfugiés en Allemagne

Plus de 70 millions de personnes à travers le monde ont été contraintes de fuir leur foyer en raison de persécutions, de conflits, de violences et de violations des droits de l'homme.

Parmi elles, plus de 20 millions sont des réfugiés, dont 84% sont accueillis dans des pays à faible ou moyen revenu dont les sys-

tèmes de santé, d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont souvent précaires.

Si à ce jour « aucun cas d'infection au Covid-19 n'a été signalé dans les camps réfugiés », l'agence onusienne note toutefois qu'il y a 10 cas confirmés de coronavirus parmi les réfugiés et les demandeurs d'asile en Allemagne.

« A notre connaissance, dix réfugiés parmi l'ensemble des personnes contaminées en Allemagne ont en effet contracté le virus Covid-19 en Allemagne.

Ce sont les seules personnes à notre connaissance

parmi les réfugiés qui ont à ce jour contracté la maladie », a précisé la porte-parole du HCR.

Il s'agit de personnes qui sont soit des réfugiés soit des demandeurs d'asile. Les cas ont été signalés à Munich, Berlin et Heidelberg. « Il y a un nombre de cas très limité qui ont été détectés en Allemagne », a insisté Mme Pouilly, tout en ajoutant que ces personnes sont soignées et prises en charge par les autorités sanitaires allemandes. Par ailleurs, le HCR demande aux Etats de veiller à ce que les droits des demandeurs d'asile soient respectés de façon égale au pays où des restrictions à l'entrée, au voyage et à la liberté de mouvement seraient imposées.

« Nous redoutons que les restrictions aux frontières, tout à fait compréhensibles pour des raisons sanitaires, n'aboutissent à une restriction du droit d'asile.

Nous avons déjà alerté les gouvernements, sur la nécessité de prendre bien sûr des mesures pour protéger les citoyens, mais pour s'assurer que ces mesures n'aboutissent pas à des cas de refoulement aux frontières », a ajouté la porte-parole du HCR.

ZIMBABWE

Une subvention de 26 millions de dollars du Fonds vert pour le climat

Le Zimbabwe vient d'obtenir du Fonds vert pour le climat, une subvention de 26,5 millions de dollars pour le renforcement de la résilience climatique des petits fermiers du sud du pays. Le projet financé sera exécuté dans 15 districts répartis dans les provinces de Matabeleland South, Masvingo et Manicaland. Il bénéficiera à 2,3 millions de personnes en tout dont 543 620 bénéficiaires directs. Sa mise en œuvre s'étendra sur 84 mois, entre 2020 et 2027, pour un coût total estimé à 47,8 millions de dollars. La mise en place de cette initiative entre dans le cadre de la stratégie nationale visant à assurer la sécurité alimentaire.

Selon les estimations du pays, 7 milliards de dollars seront nécessaires d'ici 2030, pour faire face au changement climatique. Un plan national d'adaptation est également en cours d'élaboration.

IRAN

2 morts et plus de 600 blessés lors des célébrations de «la Fête du feu»

Au moins deux personnes ont été tuées et 603 autres blessées mardi en Iran lors de «la Fête du feu», selon l'agence de presse officielle iranienne IRNA.

Au total, 32 personnes ont dû être amputées en raison de blessures graves subies lors des célébrations de «Chaharshanbe Suri», à savoir la Fête du feu, a indiqué Mojtaba Khaledi, porte-parole de l'Organisation d'urgence du pays. La Fête du feu est célébrée par les Iraniens à la veille du dernier mercredi avant Norouz, le Nouvel An iranien, qui tombera le 20 mars cette année. Les célébrations ont eu lieu malgré les demandes incessantes des autorités d'éviter tout rassemblement public face à la propagation du COVID-19.

COTE D'IVOIRE

Accident d'un hélicoptère sur l'aéroport d'Abidjan, 2 blessés

Un hélicoptère de l'armée ivoirienne s'est écrasé hier matin sur la piste de l'aéroport d'Abidjan faisant deux blessés, perturbant fortement le trafic aérien, a indiqué une source aéroportuaire. «L'hélicoptère MI-24 s'est écrasé sur la piste. Il y a deux blessés. On travaille pour dégager la piste et réparer les dégâts», a affirmé cette source. Un hélicoptère de l'armée s'était déjà écrasé au sol sans faire de victimes à Bouaké (centre), quelques heures avant l'arrivée des présidents français Emmanuel Macron et ivoirien Alassane Ouattara dans la ville en décembre.

COVID-19 - FRANCE

Mutinerie dans une prison après l'annonce de la suspension des visites aux parloirs

Une mutinerie a eu lieu dans une prison de Grasse dans le sud-est de la France mardi en début d'après-midi, après l'annonce de la suspension des visites aux parloirs jusqu'au 31 mars, selon plusieurs médias locaux. Vers 14h00 heure locale, deux groupes de détenus en promenade se sont rassemblés pour casser des portes, allumer de petits feux puis ont tenté de monter sur les toits en jetant des projectiles sur les surveillants, selon une source syndicale citée par plusieurs médias français. Les forces d'élite du RAID et des équipes régionales d'intervention et de sécurité (ERIS) appuyées par des policiers, ont été déployées sur les lieux pour maîtriser les détenus et les ramener en cellule.

Des tirs de sommations ont été utilisés. Mardi dans la matinée, la ministre française de la Justice, Nicole Belloubet, avait informé ses services de la suspension des visites de familles dans les parloirs pour une durée de 15 jours, en raison de l'intensification de la lutte contre l'épidémie de coronavirus.

APS

CORONAVIRUS EN CÔTE D'IVOIRE

Suspension pour un mois des visites aux prisonniers

La direction de l'administration pénitentiaire ivoirienne a annoncé mardi, la suspension pour un mois, des visites aux prisonniers, pour lutter contre la propagation de la pandémie de coronavirus.

«Les visites des personnes extérieures des établissements pénitentiaires sont suspendues du 18 mars 2020 au 16 avril 2020», a indiqué, le directeur de l'administration pénitentiaire, selon une note adressée au personnel, relayée par la presse locale. Pour le responsable, les détenus arrivant de l'extérieur, avant leur admission en cellule, feront l'objet d'un confinement de 48h dans un local,

mesure au cours de laquelle ils feront l'objet d'un contrôle médical visant à s'assurer qu'ils ne sont pas contaminés. «Le personnel exerçant dans chaque établissement pénitentiaire est invité à se conformer avec une stricte rigueur aux mesures hygiéniques clairement arrêtées par le Conseil national de sécurité avec la crise et à prendre toutes les dispositions utiles en vue de ne pas exposer la population carcérale à la pandémie », a conseillé M. Coulibaly.

A l'issue d'une réunion extraordinaire du Conseil national de sécurité (CNS) présidée par le président ivoirien Alassane Ouattara sur la situation de la

maladie à coronavirus en Côte d'Ivoire, les autorités ivoiriennes ont pris 13 mesures complémentaires pour lutter contre la propagation du virus.

Il s'agit entre autres, de la fermeture de tous les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire et supérieur pour une période de 30 jours et la suspension pour une période de 15 jours renouvelables, à compter du 16 mars 2020 à minuit de l'entrée en Côte d'Ivoire des voyageurs non-ivoiriens en provenance des pays ayant plus de 100 cas confirmés de la maladie à coronavirus. A ce jour, six cas confirmés de Covid-19 ont été enregistrés dans le pays.

BULGARIE

Violente agression contre un journaliste d'investigation

Un journaliste d'investigation bulgare a été violemment agressé et hospitalisé avec de nombreuses blessures à Sofia, ont annoncé mercredi les autorités qui y voient un lien avec son travail.

«La version privilégiée de l'enquête est une attaque commanditée, liée à son travail», a déclaré un haut responsable du ministère de l'Intérieur, Ivailo Anguelov.

Rédacteur en chef de l'hebdomadaire "168 tchassa", Slavi Anguelov a

une longue carrière de journaliste d'investigation sur des sujets criminels et d'atteintes à l'environnement.

Mardi soir, il a été roué de coups par deux hommes masqués et armés de barres de fer, devant son domicile, alors qu'un troisième agresseur filmait l'attaque, selon son témoignage publié dans le journal "24 tchassa" qui appartient au même groupe privé. "L'attaque contre Slavi Anguelov constitue une menace (...) pour tous les journalistes en Bulgarie",

déclare la section bulgare de l'Association des journalistes européens, qui a saisi le Conseil de l'Europe.

L'association appelle les autorités à «sanctionner non seulement les auteurs, mais aussi les commanditaires de cet acte cruel». En octobre 2018, la journaliste Viktoria Marinova avait été violée et tuée dans un parc à Roussé, nord, alors qu'elle lançait un programme télévisé d'investigation. La justice n'avait trouvé «aucun lien avec les activités professionnelles» de

la victime de ce crime dont l'auteur a été condamné à 30 ans de prison.

L'ONG Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé «une volonté affichée de ces autorités d'étouffer cette affaire en bâclant l'enquête».

La Bulgarie occupe le 111e rang, bon dernier de l'Union européenne (UE), dans le classement mondial de RSF. Cette ONG constate que «la corruption et la collusion entre médias, politiques et oligarques sont extrêmement courantes».

SÉTIF

Les réseaux sociaux pour sensibiliser au coronavirus

De nombreux internautes dans la région de Sétif ont pris l'initiative d'utiliser les réseaux sociaux pour sensibiliser les citoyens à adopter des gestes barrières pour lutter contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, d'autant que l'inquiétude se fait de plus en plus ressentir face à ce virus.

Sans se débiner, les pages et les groupes les plus populaires sur la toile auprès de la société sétifienne ont pour la plupart pris leurs responsabilités citoyennes face à cette situation en lançant de nombreuses campagnes de sensibilisation pour inciter les citoyens à respecter les mesures préventives contre le coronavirus qui continue de se propager dans le monde entier, l'Algérie ne faisant pas exception.

Ainsi, parmi les mesures à prendre pour éviter la contamination, ces pages ont lancé le hashtag (#restecheztoi) pour inciter la population locale à rester confinée chez-elle et à ne sortir de la maison qu'en cas d'extrême nécessité.

Il faut dire que ce challenge a rapidement pris de l'ampleur chez les internautes qui se sont fait l'écho de cet appel, pour qu'aujourd'hui les dédales de la ville de Sétif, d'ordinaire grouillant de monde notamment aux alentours du «Park Mall et de l'Avenue de l'ALN», semblent complètement désertées aussi bien par les piétons que par les automobilistes.

Nombreux sont ceux qui ont affirmé à l'APS que cette prise de conscience collective face au Coronavirus est à mettre au crédit des campagnes de sensibilisations lancées sur les réseaux sociaux à travers des vidéos au contenu hautement instructif. «J'ai pris conscience du danger de rester longtemps hors de la maison, après avoir regardé une vidéo expliquant comment se protéger du coronavirus et surtout ses modes de transmission.

C'est là que j'ai réalisé que le confinement reste le meilleur moyen de se protéger soi-même et protéger son entourage», a expliqué, Nabila, 40 ans, une des abonnées à la page «Voix de Sétif». «J'ai longtemps cru être à l'abri d'une possible contamination, mais les vidéos que j'ai visionnées sur les réseaux sociaux m'ont très vite fait changer d'avis», a-t-elle dit avant d'ajouter «maintenant grâce à internet je prends ce sujet beaucoup plus au sérieux, je suis convaincue que la prévention est le meilleur moyen pour lutter contre cette pandémie et que chacun d'entre nous doit se comporter comme si tous les autres étaient porteurs du virus afin de permettre d'instaurer le respect des mesures de distanciation sociale». Alors que Leila a évoqué les réactions indignées qu'elle a provoquées en publiant, sur la page Facebook «Le forum des Sétifiennes», des photos d'une sortie en famille dans la forêt de Zendaïa (nord de Sétif) au cours du week-end dernier.

«J'ai été surprise au début par les réactions des abonnées de cette page, mais cela m'a semblé très logique après que l'une d'elles m'a expliqué en commentaire que la mise en auto quarantaine est l'unique moyen pour diminuer le risque de propagation du virus», a-t-elle ajouté.

Selon la même interlocutrice, «les médias sociaux constituent, du fait de leur popularité, le meilleur espace pour débattre du Covid 19 et des mesures à adopter pour éviter sa propagation», estimant que la lutte contre cette pandémie est l'affaire de tous et qu'il est un devoir pour tout un chacun de se montrer responsable et de veiller au strict respect des mesures dictées dans ce sens. Pour sa part Jalaleddine, 26 ans, étudiant en informatique, a fait part du rôle des réseaux sociaux dans la gestion de cette crise sanitaire en dévoilant au monde entier les efforts fournis par la Chine pour lutter contre ce virus.

Il a, à ce propos appelé «à s'inspirer» de cette expérience, en particulier en ce qui concerne les mesures préventives adoptées par la société chinoise en matière de respect des règles d'hygiène et de propreté et des mesures de confinement.

Par ailleurs, de nombreuses décisions ont été prises par les autorités publiques face à cette pandémie, à savoir la fermeture des écoles, l'annulation des événements culturels et sportifs ou encore la fermeture des restaurants, de nombreux lieux publics connaissent un fort rassemblement de personnes. Une cellule de crise a été installée afin de mettre en place un système de prévention et de suivi pour lutter contre le Covid19.

Cette dernière est constituée de plusieurs secteurs, tels que la santé, le commerce, les corps constitués la gendarmerie et la sûreté nationales, la justice, et les douanes.

ALGÉRIE - CORONAVIRUS

12 nouveaux cas enregistrés en Algérie, dont un décès selon le ministère de la Santé

12 nouveaux cas du coronavirus (Covid-19), dont un décès, ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 72 et les décès à six (6), a indiqué hier le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans un communiqué.

«Le ministère de la Santé a notifié ce jour, mercredi 18 mars 2020, douze (12) nouveaux cas confirmés du virus corona (Covid-19), dont un (1) nouveau décès, un homme âgé de 62 ans dans la wilaya de Blida, pour atteindre un total de soixante-douze (72) cas confirmés dont six (6) décès», a précisé le communiqué.

Pour les nouveaux cas, le ministère a fait savoir qu'il s'agit de quatre (4) cas dans la wilaya d'Alger, quatre (4) cas dans la wilaya de Blida, un (1) cas dans la wilaya de Bejaia, un (1) cas dans la wilaya de Skikda, un (1) cas dans la wilaya de Tizi-Ouzou et un (1) cas dans la wilaya de Médéa».

Le ministère de la Santé a souligné que «l'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes contacts» et que le dispositif de veille et d'alerte mis en place «demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau», rappelant le «strict respect» des mesures préventives décidées: «se laver les mains à l'eau et au savon liquide, ou par friction



avec solution hydro-alcoolique, et en cas de toux ou d'éternuement, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou un mouchoir en papier à usage unique, s'en débarrasser immé-

diatement après l'utilisation et se laver les mains».

Pour plus d'informations le ministère invite les citoyens à consulter son site web: www.santé.gov.dz.

Covid-19 : "les pharmaciens tenus de respecter les procédures commerciales en matière de prix"

Les pharmaciens officiant à travers le territoire national ont été saisis par le Conseil national de leur Ordre afin de respecter les procédures commerciales en matière de prix, s'agissant notamment des produits fortement sollicités, conséquemment à l'apparition des cas d'infection au Coronavirus en Algérie.

Dans un communiqué rendu public par ledit Ordre, les pharmaciens sont ainsi

conviés au «respect des procédures commerciales en matière de prix», citant notamment ceux des gels hydro-alcooliques, des masques et autres gants, tout en «veillant à la qualité des produits proposés, et s'assurant de la fiabilité de leurs provenances».

Les concernés sont, en outre, invités à «prioriser» les personnes exposées au risque de contamination, de rester «disponibles et parti-

culièrement vigilants» pour mener à bien la campagne de sensibilisation ainsi que l'application des recommandations mises en place par les autorités sanitaires afin de contenir le risque de propagation du coronavirus.

Par ailleurs, l'Ordre national des pharmaciens recommande à ces derniers de «ne pas oublier de se protéger en prenant toutes les mesures qui s'imposent», tout en leur signifiant que

«dans ce contexte particulier, il est du devoir de chacun d'eux de prêter son concours et de faire preuve de responsabilité et d'abnégation au service de la protection de la santé publique». La même source exprime, enfin, son «inquiétude et sa préoccupation» face au risque de propagation et d'évolution de l'épidémie actuelle, et se dit «sensibile aux inquiétudes exprimées par les citoyens».

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES MÉDECINS
Nécessité de provoquer un mouvement de prévention général

Le président du Conseil national de l'ordre des médecins, Mohamed Bekkat Berkani a mis l'accent hier à Alger sur la «nécessité de provoquer un mouvement de prévention général» pour faire face au coronavirus, en l'absence actuellement de traitement et de vaccin. «C'est le moment de provoquer un mouvement de prévention général.

Les Algériens doivent comprendre que c'est sérieux», a-t-il soutenu à la Chaîne III de la radio nationale.

Il faut, a-t-il ajouté, «absolument communiquer, dire la vérité, et adopter les mesures d'hygiène individuelles qui sont nécessaires».

Il a indiqué qu'il n'y avait pas de traitement encore ou de vaccin et fait que les citoyens comprennent que



«nous devons absolument mettre l'accent de façon quotidienne sur ces dis-

positions (prévention) avant d'arriver aux solutions extrêmes».

Interrogé sur l'éventuel recours au confinement, il a répondu «J'espère que nous n'arriverons pas au confinement, mais cette étape est parfaitement envisageable».

M. Bekkat Berkani a préconisé de faire appel également au sentiment national pour faire à ce virus, en recourant à des explications et à la communication.

Il a mis l'accent également sur le rôle des associations, qui sont représentatives, pour sensibiliser les citoyens et relayer certaines décisions notamment celles relatives à l'interdiction des regroupements pour être efficaces sur le terrain.

ORAN

Un laboratoire d'analyses du coronavirus prochainement opérationnel

Un laboratoire habilité à effectuer des analyses et des tests du coronavirus sera mis en place dans les prochains jours à Oran pour couvrir la wilaya et toute la région ouest du pays, a-t-on appris, mardi, des services de la wilaya. Ce laboratoire est en cours d'équipement.

Il sera opérationnel dans les prochains jours pour effectuer localement

les tests du Coronavirus et prendra en charge les demandes d'analyses émanant d'Oran et des wilayas de l'ouest du pays. Par ailleurs, le wali d'Oran, Abdelkader Djellaoui, a visité mardi des établissements hospitaliers où il s'est enquis des dispositions et des mesures sanitaires prises et des structures réservées pour la prise en charge des éventuels cas d'infections par le virus

Corona ou les personnes suspectées infectées.

Dans ce contexte, deux salles ont été aménagées au CHU «Dr. Benzerdjeb» et l'EHU «1er novembre» de l'USTO, avec la mise à disposition de toutes les conditions et équipements nécessaires dont des appareils d'assistance respiratoire.

ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS

Près de 7.900 morts recensés dans le monde

Le nouveau coronavirus a fait au moins 7.873 morts dans le monde depuis son apparition en décembre, selon un bilan annoncé par des sources officielles hier à 9h00 GMT.

Plus de 194.000 cas d'infection ont été dénombrés dans 150 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'imparfaitement la réalité, un grand nombre de pays ne testant désormais plus que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Depuis le comptage réalisé la veille à 17h00 GMT, 60 nouveaux décès et 4.321 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie s'est déclarée fin décembre, a dénombré au total 80.894 cas, dont 3.237 décès et 69.601 guérisons.



13 nouveaux cas et 11 nouveaux décès ont été annoncés entre mardi et mercredi.

Ailleurs dans le monde, on recensait mercredi à 9h00 GMT un total de

4.636 décès (49 nouveaux) pour 113.113 cas (4.308 nouveaux).

Les pays les plus touchés après la Chine sont l'Italie avec 2.503 morts pour 31.506 cas, l'Iran avec

988 morts (16.169 cas), l'Espagne avec 491 morts (11.178 cas) et la France avec 175 morts (7.730 cas). Depuis mardi à 17h00 GMT, la Moldavie et la Turquie ont annoncé les premiers décès liés au virus sur leur sol.

Le Kirghizistan, le Monténégro, Djibouti et la Gambie, ont eux annoncé le diagnostic de premiers cas. L'Asie totalisait mercredi à 9h GMT 93.766 cas (3.383 décès), l'Europe 73.517 cas (3.353 décès), le Moyen-Orient 18.033 cas (1.004 décès), les Etats-Unis et le Canada 6.324 cas (104 décès), l'Amérique latine et les Caraïbes 1.222 cas (9 décès), l'Océanie 576 cas (6 décès) et l'Afrique 569 cas (14 décès).

CHINE

Partage d'un manuel des expériences anti-coronavirus avec le monde

Un hôpital chinois a rendu public hier un manuel sur la prévention et le traitement de la maladie du nouveau coronavirus (COVID-19), pour partager les expériences avec les pays gravement touchés par la pandémie à travers le monde.

Les versions en chinois et en anglais du manuel ont été publiées en ligne pour un téléchargement gratuit par les professionnels médicaux. Les versions en italien, en coréen, en japonais et en espagnol verront

prochainement le jour, selon le Premier Hôpital affilié à l'Université du Zhejiang, dans l'est du pays.

Le manuel est divisé en trois parties, à savoir la prévention et le contrôle, le diagnostic et le traitement, ainsi que les soins infirmiers. Rédigé en vertu des lignes directrices de la Commission nationale de la santé, le livre résume les expériences pratiques de prévention et de traitement acquises durant deux mois à l'hôpital. En tant qu'hôpi-

tal désigné au Zhejiang pour le traitement centralisé des patients gravement malades, il a admis 104 patients atteints par le COVID-19, dont 78 dans un état critique ou grave.

A ce jour, il est parvenu à «zéro infection» du personnel médical, «zéro diagnostic manqué» de patients suspects et «zéro décès» de patients confirmés.

Le manuel devrait servir de référence à d'autres pays qui sont au début de l'épidémie, en particulier dans le traitement des

patients gravement malades, a déclaré Liang Tingbo, président de l'hôpital.

Le manuel a été financé par la Fondation Jack Ma.

Le groupe Alibaba, géant chinois de l'e-commerce, a déclaré que la fondation, Ali Cloud et Ali Health mettraient pleinement à profit leurs avantages dans l'aide à l'étranger et apporteraient ces expériences à d'autres pays en besoin urgent de solutions techniques pour la prévention et le contrôle.

Près d'un milliard d'enfants et de jeunes affectés par la fermeture des écoles et universités

Près d'un milliard d'enfants sont affectés par la fermeture des écoles et universités à travers le monde en raison de la propagation du coronavirus, a indiqué l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Le nombre d'enfants, de jeunes et d'adultes ne fréquentant plus les écoles ou les universités en raison de la pandémie de coronavirus COVID-19 s'envole, alors que les gouvernements de 115 pays ont annoncé ou mis en place des mesures de fermeture d'institutions éducatives afin de tenter de contenir cette pandémie, a précisé l'Unesco. Selon le suivi effectué par l'agence onusienne en date du 17 mars, 105 pays ont fermé les établissements scolaires sur l'ensemble de leur territoire, affectant plus de 959,2 millions d'enfants et de jeunes.

Dix pays ont procédé à des fermetures localisées.

Il y a à peine deux semaines, l'UNESCO enregistrait des fermetures d'écoles dans 13 pays, perturbant l'éducation de plus de 290 millions d'élèves dans le monde. Déjà, l'UNESCO estimait que ce chiffre était sans précédent. L'agence onusienne avait annoncé qu'elle allait apporter un soutien immédiat aux pays, notamment en proposant des solutions pour un enseignement à dis-

taison inclusif. « Nous œuvrons avec les Etats pour assurer la continuité de l'apprentissage pour tous, en particulier pour les enfants et les jeunes défavorisés qui ont tendance à être les plus touchés par les fermetures d'écoles », avait déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay. « Si les fermetures temporaires d'écoles pour cause de crise sanitaire ou autre ne sont malheureusement pas nouvelles, l'ampleur et la rapidité de la perturbation actuelle de l'éducation au niveau mondial sont sans précédent et, si elles se prolongent, pourraient menacer le droit à l'éducation », avait-elle ajouté.

Le 10 mars, l'UNESCO a convoqué une réunion d'urgence des ministres de l'éducation par visioconférence afin de partager les réponses et les stratégies visant à maintenir la continuité de l'apprentissage et à assurer l'inclusion et l'équité.

Pas moins de 72 pays étaient représentés à cette visioconférence, dont 27 ministres de l'éducation et 37 hauts-fonctionnaires.

« Nous entrons en territoire inconnu et nous travaillons avec les Etats pour trouver des solutions de haute technologie, de basse technologie et sans technologie pour assurer la continuité de l'apprentissage », avait déclaré la cheffe de l'UNESCO.

L'UNESCO soutient la mise en œuvre de programmes d'apprentissage à distance à grande échelle et recommande des applications et des plateformes éducatives en accès libre que les écoles et les enseignants peuvent utiliser pour atteindre les apprenants à distance.

L'interruption de la scolarité entraîne également d'autres pertes plus difficiles à mesurer, notamment des désagréments pour les familles et une baisse de la productivité économique, les parents peinant à concilier leurs obligations professionnelles et la garde des enfants.

Les fermetures aggravent également les inégalités en matière d'éducation : les familles économiquement favorisées ont tendance à avoir un niveau d'instruction plus élevé et à disposer de plus de ressources pour combler les lacunes en matière d'apprentissage et offrir des activités enrichissantes aux enfants qui ne peuvent pas aller à l'école.

Pour piloter la réponse mondiale, l'UNESCO a annoncé la semaine dernière la création d'un « groupe de travail d'urgence UNESCO-Covid-19 » qui apportera son soutien aux réponses nationales et partagera les réponses politiques ayant fait la preuve de leur efficacité en se concentrant sur les pays les plus vulnérables.

FRANCE

Sanofi offre de l'anti-paludique Plaquenil pour traiter 300.000 patients

Le laboratoire français Sanofi s'est dit prêt à offrir aux autorités françaises des millions de doses de l'anti-paludique Plaquenil, pouvant traiter potentiellement 300.000 malades, après des essais jugés « prometteurs » auprès de patients atteints du Covid-19.

Au regard d'une étude aux résultats encourageants menée sur ce médicament, « Sanofi s'engage à mettre son traitement à la disposition de la France et à offrir plusieurs millions de doses qui pourraient permettre de traiter 300.000 patients », a indiqué mardi un porte-parole du laboratoire, tout en précisant que le groupe se tenait prêt à travailler avec les autorités de santé françaises « pour confirmer ces résultats ». Le Plaquenil, une molécule d'hydroxychloroquine, également utilisée depuis des décennies dans les maladies auto-immunes de type lupus ou polyarthrite rhumatoïde, pourrait en effet avoir un effet sur la disparition du virus, a indiqué lundi le professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire de Marseille.

Selon cette étude menée par le professeur Raoult sur 24 patients porteurs du coronavirus, six jours après le début de la prise de Plaquenil, le virus avait disparu chez trois quarts des personnes traitées.

La porte-parole du gouvernement français Sibeth Ndiaye avait indiqué plus tôt que ces essais cliniques étaient « prometteurs » et seraient étendus à un plus grand nombre de patients. Ces nouveaux essais cliniques « seront réalisés avec une équipe indépendante du professeur (Didier) Raoult », a précisé Mme Ndiaye à l'issue d'un Conseil des ministres, soulignant qu'à ce stade « nous n'avons pas de preuve scientifique » que ce traitement fonctionne.

L'Europe compte plus de décès que l'Asie

L'Europe comptait hier plus de décès que l'Asie, selon des médias qui s'appuient sur des données officielles. Hier à 11h00 GMT, l'Europe recensait au moins 3.421 morts, soit plus qu'en Asie (3.384) où la Chine est le berceau de la pandémie. L'Italie, pays européen le plus touché, enregistrait 2.503 morts. Des millions de personnes sont placées en confinement général en Europe, dorénavant l'épicentre de la pandémie selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Union européenne a fermé mardi ses frontières extérieures pour trente jours afin de lutter contre la propagation du coronavirus. Le nouveau coronavirus avait été détecté fin décembre à Wuhan, dans le centre de la Chine.

Il s'est ensuite répandu à travers le monde, contaminant près de 200.000 personnes et en tuant plus de 8.000 au total. La présidente de la Commission européenne a admis dans une interview au quotidien allemand Bild que les responsables politiques avaient tous « sous-estimé » l'ampleur du danger. « Il s'agit d'un virus qui va nous occuper encore longtemps », a prévenu Ursula von der Leyen qui espère un vaccin « avant l'automne ».

L'Union européenne décide de fermer ses frontières extérieures pour une durée de 30 jours

Les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) ont décidé, mardi soir, de fermer temporairement les frontières extérieures de l'Union pendant une période initiale de 30 jours, afin de tenter d'enrayer la propagation du nouveau coronavirus en Europe.

A l'issue d'une réunion extraordinaire par vidéoconférence des dirigeants des Vingt-sept, le président du Conseil européen, Charles Michel, a annoncé que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE sont convenus d'appliquer une restriction temporaire des voyages « non essentiels » vers l'UE, pour une durée initiale de 30 jours, sur la base d'une proposition de la Commission européenne.

Cette mesure, qui doit être mise en œuvre par les Etats membres, va entrer en vigueur « de plus rapidement possible », a relevé M. Michel. Concernant la gestion des frontières intérieures de l'UE, le président du Conseil européen a mis l'accent sur la nécessité de garantir la libre circulation des marchandises et des biens essentiels tels que les produits alimentaires, ainsi que les équipements médicaux, conformément aux lignes directrices présentées par l'exécutif européen. Par ailleurs, M. Michel a affirmé que les dirigeants des Etats membres, soutiennent les différentes initiatives prises par la Commission pour faire face aux conséquences économiques du Covid-19, telles que l'assouplissement des règles en matière d'aides d'Etat et la possibilité d'utiliser la flexibilité dans les budgets nationaux.

« L'Union et ses Etats membres feront tout ce qui est en leur pouvoir pour relever les défis actuels, rétablir la confiance et soutenir une reprise rapide, dans l'intérêt de nos concitoyens », a-t-il souligné.

SANTÉ DE BÉBÉ

Les bonnes raisons d'allaiter

170 pays membres de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) assurent jusqu'à aujourd'hui la promotion de l'allaitement maternel à l'occasion de la Semaine de l'allaitement maternel. Top Santé fait le point sur les bonnes raisons d'allaiter son bébé pour lui et sa maman.

Le lait maternel est totalement adapté aux bébés

La composition de votre lait est adaptée au terme de votre enfant. Elle n'est pas la même si votre bébé est né à terme ou avec un mois d'avance et évolue ensuite en fonction de son développement et de son âge.

Peu salé et sucré, le lait maternel ne fatigue pas les reins de votre bébé. Riche en éléments nutritifs, il est adapté à la maturation de son cerveau. Et comme les protéines du lait maternel sont spécifiques à l'espèce humaine, elles contiennent moins de caséine, plus de lactosérum pour aider à l'assimilation des minéraux, et ne sont pas allergisantes.

«Le lait maternel est l'aliment idéal pour les nouveau-nés et les nourrissons. En effet, il apporte tous les

nutriments nécessaires à leur développement et contient des anticorps qui les protègent de maladies courantes telles que la diarrhée et la pneumonie, les deux premières causes de mortalité de l'enfant dans le monde», rappelle l'Organisation Mondiale de Santé (OMS) qui recommande sur son site « l'allaitement au sein exclusif du nourrisson jusqu'à l'âge de six mois » et de « poursuivre ensuite jusqu'à l'âge de deux ans au moins, en l'associant à une alimentation de complément qui convienne ».

L'allaitement fait aussi du bien aux mamans

Allaiter réduit les risques de cancer du sein de 30 % pour les femmes qui donnent le sein au moins un an et de cancer des ovaires de 25 % pour les femmes qui allaitent au moins deux

mois. L'allaitement permet de retrouver sa ligne plus facilement. En effet, nourrir son enfant au sein provoque des contractions qui aident l'utérus à retrouver sa taille normale après l'accouchement. Et, donner le sein provoque une dépense énergétique supplémentaire par jour d'environ 200 calories.

Enfin, ce mode de nutrition oblige l'organisme à puiser dans les réserves de graisse localisées sur les fesses, les hanches et les cuisses prévues à cet effet. Les femmes qui allaitent pendant six mois seraient protégées contre le risque d'hypertension artérielle encore des dizaines d'années plus tard.

Autre avantage certain : le lait maternel ne demande aucune préparation et, à température ambiante, il ne nécessite aucune stérilisation.



Allaitement : il préserverait la mère de la dépression post-natale

L'allaitement maternel, plus que bénéfique au nouveau-né, permettrait aussi à la mère d'éviter la dépression post-natale, d'après une nouvelle étude hispano-britannique.

On ne compte plus les vertus de l'allaitement maternel pour le bébé. Pour autant, allaiter serait aussi bénéfique pour la maman, puisqu'il permettrait à celle-ci d'éviter d'être touchée par la dépression post-natale.

Des chercheuses d'Espagne et du Royaume-Uni sont arrivées à cette conclusion en se penchant sur une enquête britannique réalisée sur 14 000 femmes, ayant accouché au début des années 1990.

Elles ont évalué l'association entre l'allaitement au sein et la santé mentale de ces mères. La dépression post-natale pouvant être causée par le sentiment d'échec ou de réussite de l'allaitement, mais aussi par des facteurs hormonaux.

Un risque réduit d'au moins 19%

Les scientifiques ont alors jugé l'état dépressif des patientes grâce à l'échelle Edinburgh Postnatal Depression Scale, à 18 et 32 semaines de grossesse, puis 8, 18 et 33 mois après la naissance de l'enfant.

Il apparaît alors que l'intention d'allaiter puis la possibilité d'allaiter sont associées à un risque de dépression réduit de 42% par rapport aux non-allaitantes. L'allaitement



exclusif au sein pendant 4 semaines réduirait quant à lui le risque de 19% de dépression post-natale 8 semaines après l'accouchement.

D'après les chercheuses, il se pourrait que l'allaitement soit source d'hormones de bien-être pour la femme, en plus d'être bien perçue socialement et psychologiquement.

Des femmes «décues» plus à risque

L'étude révèle également que les femmes les plus à risque sont en fait celles qui souhaitent allaiter mais n'ont pas pu, par manque de lait par exemple.

Ces femmes ont un risque multiplié par 2,5 de souffrir de dépression post-natale, par rapport aux femmes qui n'avaient pas l'intention de donner leur lait. Il y aurait donc une association directe entre désir d'allaiter, faisabilité et risque de dépression. « Il est bon d'insister sur l'importance de l'allaitement, qui a tant de bénéfices, mais la chose à repenser est le support à apporter à celles qui voulaient allaiter mais n'ont pas pu. Il faut que le corps médical garde un œil sur ces femmes à risque », précise le docteur Iacovou, co-auteur de l'étude.

Que penser de l'allaitement mixte ?

Alors que pour certaines mères l'allaitement est la solution la plus naturelle, d'autres plébiscitent le biberon. Mais, entre les deux, on peut aussi opter pour l'allaitement mixte. Découvrons les avantages et inconvénients de cette méthode.

Il est recommandé d'attendre quelques semaines avant d'introduire le biberon
Au tout début, il est conseillé de donner des biberons de lait infantile en complément à son bébé. Au contraire, mieux vaut mettre souvent le bébé au sein pour stimuler la lactation. Si les tétées ne sont pas assez nombreuses, la production de lait risque de diminuer. En plus, le bébé ne tète pas de la même manière au biberon qu'au sein. Il est mal à l'aise et passe de la tétée au tétou. Sa succion sera moins efficace. Moins bien stimulés, les seins fabriqueront moins de lait. Pour ne pas compromettre les chances de réussir son allaitement, il est donc préférable d'attendre que le bébé ait 4 à 6 semaines avant de lui donner ses premiers biberons.

Quand la maman est trop occupée pour attendre, on peut prélever le lait maternel

Certaines mères peuvent se sentir trop fatiguées quand d'autres sont obligées de s'absenter. Ce serait, ce que quelques heures dans la journée. Dans ce cas, il est pratique de prélever son lait à l'aide d'un lait manuel ou électrique afin d'entretenir la lactation. Le tiré-lait électrique peut se louer en pharmacie. Les frais de location sont en partie remboursés par la sécurité sociale. Le soldé, éventuellement, par une complémentaire santé. Le lait peut ensuite être donné à l'aide d'une tétée à bec, par exemple, pour ne pas habituer trop tôt le bébé à la tétine.

Quand on utilise le biberon, il est important de prendre son temps et de faire des pauses. « Si une tétée dure vingt minutes, il est nécessaire de donner le biberon en quinze minutes au moins pour ne pas habituer le bébé à être rassasié trop rapidement », conseille la sage-femme Catherine Verciel. En effet, pour qu'il s'efforce d'obtenir le tétou, il faut quand il sait que le lait peut couler bien plus vite du biberon ?

Garder les tétées du matin et du soir

Selon la pédiatre Edwige Antier, si vous optez pour l'allaitement mixte, mieux vaut « conserver le plus longtemps possible les tétées du matin et du soir, qui sont les plus reposantes, et, dans la mesure du possible, quelques tétées câlines en cas de chagrin dans la journée ».

Une méthode qui n'offre aucune garantie

« Certaines femmes choisissent d'embêter l'allaitement mixte mais alors personne ne peut garantir la durée de l'allaitement maternel. C'est une décision à prendre en connaissance de cause, une fois bien informée. », Catherine Verciel, sage-femme

FATIGUE

S'en sortir avec le rythme de bébé

Une fois à la maison, de retour de la maternité vous vous sentez épuisée. Ce n'est pas fini : il va falloir à présent affronter les nuits incomplètes de votre nouveau-né ! Ne vous laissez pas submerger : patience et flexibilité sont les mots d'ordre.

Le bébé à un rythme de sommeil particulier

Pendant ses deux premiers mois, le bébé ne fait pas la différence entre le jour et la nuit. Il enchaîne des cycles de trois à quatre heures qui comprennent des phases de veille et de sommeil. Les périodes d'éveil se produisent indifféremment la nuit ou le jour. C'est surtout la sensation de faim qui va réveiller le bébé. Il peut aussi avoir des difficultés à passer d'un cycle de sommeil à l'autre. Ainsi, il va falloir être patient avant de pouvoir profiter à nouveau d'une bonne nuit de sommeil sans réveil à 3 heures du matin ! Il est « illusoire de vouloir apprendre à son bébé le rythme circadien dès le retour de la maternité », prévient le Dr Bernard Bedouret, pédiatre, dans son livre « Premiers jours à la maison », écrit avec Madeleine Dyon (éd. Nathan, 2010). « Entre 2 et 4 mois, le rythme de 24 heures commence à se mettre en place, avec une alternance entre le jour et la nuit, écrit Laurence Pernoud dans « L'élève mon enfant » (éd. Horay, 2011). L'installation de ce rythme est favorisée par des facteurs extérieurs : lumière du jour et obscurité de la nuit, régularité des repas, des moments d'échanges, de jeux, de promenades. À cet âge, le bébé peut dormir de six à huit heures la nuit mais à vrai dire, il n'y a pas de règle commune à tous les enfants. Certains parents vont devoir se montrer encore plus



patients que d'autres ! Vers 5 ou 6 mois, « la plupart des nourrissons dorment au moins huit heures et n'ont plus besoin de repas la nuit », complète Laurence Pernoud.

Pour bien se reposter : se caler sur le sommeil de bébé

Pour réussir à tenir la cadence des réveils nocturnes, il faut apprendre à dormir au même rythme que le bébé. Il vient de s'endormir ? Allez, on se glisse nous aussi dans le lit pour un petit somme. Pourtant, on en profiterait bien pour se débarrasser de quelques

tâches ménagères ou administratives. Erreur ! Il sera difficile ensuite de récupérer de la fatigue accumulée durant ces premières semaines à la maison. Il est donc utile de savoir accueillir le sommeil même en plein jour », conseille « Le Guide de mon bébé au naturel » dirigé par le pédiatre Dominique Leyronnas et la journaliste Catherine Piraud-Rouet (éd. Nathan, 2010). Or, « une femme active a pris l'habitude de résister au message que lui envoie son cerveau quand il a besoin de faire une pause », poursuivent les deux auteurs. Ce message s'appelle « coup de barre » et s'ac-

compagne de bâillements, de perte de vigilance.

Sommeil et allaitement au sein

« Parler de troubles du sommeil pour les enfants allaités qui demandent le sein la nuit est un abus de langage. Si vous êtes motivée, bien conseillée et suffisamment organisée, vous supporterez longtemps des périodes avec une ou deux tétées nocturnes et y trouverez même du plaisir.

C'est une erreur d'entretenir le mythe des nuits qui devraient être faites le plus tôt possible. »

Le travail à temps plein peut être un frein

Réussir à allaiter quand on est une femme active peut se révéler compliqué. Les femmes qui travaillent à temps complet qui souhaitent donner le sein pendant trois mois peinent à arriver selon une nouvelle étude.

Concilier le travail et les ambitions de jeune maman est une tâche ardue. Alors que l'allaitement permet à la mère de renforcer l'immunité du bébé et de resserrer le lien affectif avec l'enfant, une nouvelle étude parue dans la revue scientifique Journal of human lactation



montre que les femmes ont du mal à allaiter pendant trois mois quand elles travaillent à temps plein. Kelsey Mirkovic, chercheur au centre

de prévention des maladies chroniques et de prévention des maladies à Atlanta a interrogé 1 172 jeunes mamans qui avaient décidé d'allaiter.

Elle a découvert que 28,8 % d'entre elles qui souhaitaient allaiter pendant trois mois n'ont pas réussi à le faire en raison de leur travail. L'étude livre d'autres chiffres qui témoignent de cette incapacité à adapter les contraintes de l'allaitement à la vie professionnelle : les femmes qui ont repris leur travail à plein-temps moins de six semaines après la naissance de leur enfant ont 2,5 fois moins de chances de remplir leurs objectifs d'allaitement comparé aux femmes qui restent à domicile pen-

dant trois mois.

Les femmes ayant repris leur activité entre six semaines et trois mois avaient 1,82 chances en moins d'atteindre leurs objectifs d'allaitement que les autres.

La solution pour continuer à allaiter suppose de faire des concessions sur le plan professionnel selon les chercheurs qui suggèrent de travailler à temps partiel le temps de l'allaitement. En effet, d'après l'enquête, le travail à mi-temps n'a pas eu d'impact sur les objectifs d'allaitement des mamans interrogées.

LIBYE

L'ONU déplore la poursuite des combats à Tripoli et dans les régions avoisinantes

L'organisation des Nations unies a déploré la poursuite des combats à Tripoli et dans les régions avoisinantes, soulignant que ces violences continuent de peser lourdement sur les populations civiles libyennes.

"Les 13 et 14 mars, des tirs d'artillerie lourde sur la base d'Al Nawasi à Soug Al Jumaa ont touché une zone résidentielle voisine, blessant apparemment deux civils et causant de lourds dommages aux infrastructures civiles", a indiqué Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général de l'ONU.

Selon lui, environ 749.000 personnes restent dans les zones touchées par les combats à Tripoli et dans les environs, dont près de 345.000 personnes dans les zones de front. Les organisations humanitaires continuent d'appeler toutes les parties à respecter leurs obligations au titre du droit international humanitaire de protéger les civils et les infrastructures civiles et d'éviter l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, compte tenu de leurs effets aveugles probables, a-t-il rappelé.

Ces organisations aident les personnes touchées par les combats à Tripoli et dans les environs, ainsi que dans d'autres parties du pays, où l'accès et les capacités le permettent.

Les opérations humanitaires ont apporté une assistance à plus de 400.000 personnes en Libye en 2019, dont 95.000 touchées par les combats à Tripoli et ses environs, a précisé le porte-parole.

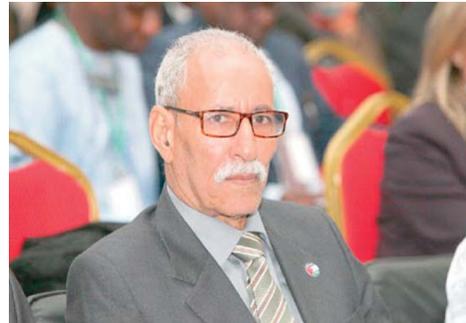
SAHARA OCCIDENTAL

Le Président Ghali salue le rôle historique du Conseil national sahraoui

Le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, a fait l'éloge dans son discours devant la session de fondation du Conseil national sahraoui tenue dans la ville libérée de Bir Lehlou, du rôle historique de cet organisme dans la lutte pour l'indépendance et la libération.

Le Président Ghali a évoqué, dans son allocution à l'occasion de l'élection de Hama Salama président du Conseil national sahraoui, «le rôle et le développement de cet organe, de sa constitution à nos jours», affirmant à cet égard qu'«il reflète une expérience vaste et distinguée dans la lutte de libération du peuple sahraoui et consacre le courage, le talent du peuple sahraoui».

En outre, le Président Ghali a affirmé que «cela démontre au monde que l'exercice de tout type de lutte par le Front Polisario émane de la volonté d'un peuple qui s'adapte aux changements du monde». M. Ghali a rappelé la grande importance de l'institution législative au sein des institutions et organes nationaux sahraouis, ainsi que les tâches et responsabilités qu'elle assume, à commencer par «un devoir national sacré», en tant que branche du Front Polisario et bras, dans sa direction du



peuple sahraoui dans sa lutte pour la liberté et l'indépendance». Il a souligné, dans son discours, que «c'est une fierté que la République sahraouie ait aujourd'hui un conseil national, similaire aux pays du monde, qui améliore sa position et ses relations internationales, dans le cadre de l'Union africaine et de la communauté internationale, il contribuera également à la défense de la cause nationale dans les en-

ceintes internationales et continentales».

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario, (Parlement) Hama Salama, a été élu président du Conseil national sahraoui pour sa 11^{ème} législature.

L'élection du nouveau président s'est tenue lundi lors de sa session constitutive dans la ville libérée de Bir Lehlou, qui a remporté la majorité des voix, a-t-on indiqué de source sahraouie.

Les membres du Conseil national avaient précédemment approuvé un comité pour conduire le processus de vote d'un nouveau président.

Il est à rappeler que l'élection des membres du Conseil national sahraoui a eu lieu le 9 mars dernier au niveau des wilayas et des institutions de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Le Conseil national sahraoui a été fondé le 28 novembre 1975 sous le nom de conseil national provisoire en remplacement de l'Assemblée générale espagnole quelque jour avant le retrait de l'administration coloniale espagnole, rappelle-t-on.

Depuis 1995, le Conseil a connu une nouvelle dynamique après le IX Congrès du Front Polisario qui a décidé de doter le CNS de tous les pouvoirs législatifs devant lui permettre le contrôle de l'exécutif politique et l'adoption de lois.

CÔTE D'IVOIRE:

La révision constitutionnelle adoptée par le Parlement

Le Sénat et l'Assemblée nationale en Côte d'Ivoire réunis en Congrès ont voté mardi par 246 voix pour et 2 contre la révision constitutionnelle proposée par le président. Alassane Ouattara, et critiquée par l'opposition.

La majorité au deux-tiers des 344 députés et sénateurs était nécessaire pour que la révision soit adoptée.

Le président Ouattara, qui a annoncé le 5 mars qu'il ne briguerait pas un troisième mandat, avait en même temps dévoilé plusieurs modifications mineures de la Constitution qu'il avait fait adopter en 2016.

Parmi celles-ci, la suppression du "ticket président-vice président", celui-ci devant être finalement nommé par le président après le scrutin. Egalement,

la suppression de la Cour suprême avec l'institutionnalisation du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes, ou encore la prolongation sine die du mandat des députés en cas d'impossibilité d'organiser un scrutin.

L'opposition a boycotté le vote à l'Assemblée comme au Sénat. "Nous, opposition, nous sommes contre qu'on touche à une virgule de la Constitution à quelques mois de la présidence (31 octobre)", a affirmé aux médias Ngoran Djedri du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), ajoutant: "C'est une mascarade. Aucune des règles élémentaires n'a été respectée pour cette modification".

Le climat politique est tendu en Côte d'Ivoire avant la présidentielle d'octobre. Elle se tiendra dix ans après la crise post-

électorale de 2010-2011, née du refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, qui avait fait 3.000 morts.

La semaine dernière, le parti de M. Ouattara a désigné le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly comme son candidat. Pour le moment, l'ancien Premier ministre Guillaume Soro, 47 ans, ex-chef de la rébellion pro-Ouattara, mais devenu un de ses adversaires, est le seul à s'être déclaré candidat au sein de l'opposition. Accusé de complot, sous le coup d'un mandat d'arrêt en Côte d'Ivoire, il vit actuellement en France.

L'ancien président Henri Konan Bédié, 86 ans, entretient le mystère mais a déjà évoqué plusieurs fois en public sa candidature.

MALAWI:

Le président refuse de promulguer les lois pour un nouveau scrutin



Le président du Malawi Peter Mutharika, dont la réélection en 2019 a été annulée pour cause de fraudes, a refusé de promulguer une série de lois nécessaires à la tenue d'un nouveau scrutin, a annoncé mardi son entourage.

Cette décision devrait retarder la tenue de cette élection, prévue en mai de cette année. Au pouvoir depuis 2014, M. Mutharika avait été déclaré vainqueur des élections de 2019 par la commission électorale, avec seulement 159.000 voix d'avance sur son principal rival Lazarus Chakwera.

Mais, saisie par l'opposition, la Cour constitutionnelle a annulé ce scrutin pour cause de fraudes "systématiques et graves" et ordonné une nouvelle élection présidentielle "dans les 150 jours". Conformément à l'arrêt de la plus haute instance judiciaire du pays, le Parlement a adopté en février une série de lois qui organisent ce nouveau scrutin. Mais mardi, le porte-parole du chef de l'Etat,

Mgeme Kalilani, a expliqué que M. Mutharika n'avait pas promulgué ces textes au motif que "la plupart des dispositions des lois proposées sont en contradiction évidente avec la Constitution malawite".

Le président a en outre refusé de limoger les membres de la Commission électorale (MEC), comme exigé par le Parlement. "Je considère cette opinion spéculative et risible", a insisté M. Mutharika dans une déclaration lue à la presse où il a expliqué son refus. La motion du Parlement "n'a pas établi que les membres de la commission, individuellement ou collectivement, avaient failli à leurs obligations ou leur mandat", a-t-il ajouté.

Le chef de l'Etat a enfin justifié son refus de démettre les membres de la MEC par sa décision de faire appel de la décision de la Cour constitutionnelle. La Cour suprême d'appel du pays doit examiner sa requête le mois prochain.

APS

BURKINA FASO :

Décès de la 2^e vice-présidente de l'Assemblée nationale

La 2^e vice-présidente de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, est décédée dans la nuit de mardi à mercredi, ont rapporté des médias locaux. Il s'agit de Rose Marie Compaoré Konditamé, selon son parti, l'Union pour le progrès et le changement (UPC, opposition), cité par l'agence d'information burkinabé, AIB. Aucune information n'a pour l'heure été révélée sur la cause du décès de cette membre-fondatrice du parti, également Secrétaire générale nationale adjointe au BEC.



PALESTINE

Vaste campagne israélienne d'arrestations en Cisjordanie occupée

Plusieurs Palestiniens ont été arrêtés mardi par les forces d'occupation israéliennes dans différents gouvernorats relevant de Cisjordanie occupée, a apporté l'agence palestinienne de presse, WAFA, citant une source locale.

Dans un communiqué de presse, relayé par WAFA, la même source a fait savoir que l'armée israélienne «a pris d'assaut deux villages dans le gouvernorat de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée et a arrêté deux Palestiniens».

Deux autres personnes ont été arrêtées lors d'un raid israélien dans la ville de Qalqilya, au nord de la Cisjordanie oc-

cupée, une autre à El-Khalil, un dans la ville de Ramallah, en plus du responsable du Club du prisonnier Palestinien à El-Qods occupée, Nasser Qawas, a ajouté la même source. Selon WAFA, douze autres palestiniens ont été arrêtés la veille à El Qods occupée, par le service de renseignements israélien, pour avoir stérilisé certaines institutions dans la ville».



IRAK

Des parlementaires dénoncent la désignation de Zorfi au poste de Premier ministre

Des paramilitaires du Hachd al-Chaabî, qui compte une cinquantaine de députés sur 329 au Parlement irakien, avait dénoncé la désignation par le président irakien de l'ex-gouverneur de Najaf Adnane Zorfi au poste de Premier ministre pour former un gouvernement.

L'ex-gouverneur de Najaf Adnane Zorfi, tout récemment choisi par le président irakien au poste de Premier ministre, voit se renforcer la possibilité d'un échec de sa mission de former un gouvernement, de plus en plus de blocs chiites au Parlement disant refuser sa nomination. Mercredi, la liste Etat de droit de l'ancien Pre-

mier ministre Nouri al-Maliki et celle du leader chiite Ammar al-Hakim ont rejoint le front anti-Zorfi, ainsi que d'autres petits partis. Ce rejet pourrait signifier qu'au moins une centaine de députés refuseront de voter sous un mois la confiance au gouvernement que M. Zorfi doit former. Adnane Zorfi, doit former un gouvernement qui sera chargé d'organiser des élections anticipées. M. Zorfi, un ancien membre du parti Daawa, parti d'opposition, a 30 jours pour former un cabinet, le faire accepter par le Parlement puis organiser des élections anticipées et faire voter un budget qui s'annonce largement déficitaire. Il

siège actuellement au Parlement au sein de la liste emmenée par l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi.

Avant M. Zorfi, l'indépendant Mohammed Allawi n'avait pas pu obtenir la confiance du Parlement. Si l'ex-gouverneur de Najaf parvient à faire accepter son équipe, il héritera notamment la question liée à la présence américaine en Irak.

Un récent vote au Parlement avait appelé l'exécutif à expulser les troupes étrangères venues en Irak en 2014 pour combattre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI) et menées par Washington.

USA

Trump officiellement candidat républicain à la présidentielle

Le président américain Donald Trump a franchi mardi le cap de délégués nécessaires pour être désigné vainqueur des primaires républicaines, une formalité dans sa campagne de réélection. «Félicitations à Donald Trump, qui est le candidat désigné des républicains pour la présidentielle», a tweeté Ronna McDaniel, qui préside le parti. «Son Etat de Floride vient juste de lui donner les délégués dont il avait besoin», a-t-elle poursuivi. «Notre parti est uni, nos militants sont plein d'énergie et nous sommes prêts pour QUATRE ANS DE PLUS». Aux Etats-Unis, l'investiture des présidents sortants par leur parti passe par des primaires. Donald Trump, qui briguera un second mandat le 3 novembre, n'a jamais été menacé, même si trois anciens élus s'étaient lancés dans la course. Après deux abandons, il ne restait qu'un rival, l'ancien gouverneur du Massachusetts Bill Weld, qui n'a récolté que des

scores marginaux. En raison de l'absence de concurrence, certains Etats avaient même renoncé à organiser les primaires républicaines. La Floride et l'Illinois

avaient eux maintenu des scrutins mardi malgré l'épidémie de coronavirus, qui a causé plus de 100 morts aux Etats-Unis. Les démocrates organisent en parallèle

leurs primaires et l'ancien vice-président Joe Biden fait figure d'archi-favori après une série de victoires sur son rival socialiste Bernie Sanders.

ETATS-UNIS/PRIMAIRES DÉMOCRATES

Biden assure partager «la même vision» que Sanders

Le favori de la primaire démocrate américaine Joe Biden a assuré mardi partager «la même vision» que son rival Bernie Sanders, sur plusieurs questions notamment la santé et le climat. «Le sénateurs Sanders et moi ne sommes pas d'accord sur la tactique mais nous partageons une vision commune» sur la santé, les inégalités ou le réchauffement climatique, a déclaré l'ancien vice-président de Barack Obama peu après avoir remporté les primaires de l'Illinois et de la Floride. «Non, pas du tout», a toutefois réagi sur Twitter Brianna Joy Gray, la porte-parole de son rival qui porte un programme nettement plus à gauche. Les promesses de couverture maladie universelle, d'annuler la dette étudiante et de lutter contre les énergies fossiles, formulées par Bernie Sanders, 78 ans, lui valent un soutien très fort chez les jeunes Américains, mais effraient les électeurs plus centristes qui lui préfèrent le modéré Joe Biden, 77 ans. Après des débuts laborieux, ce dernier a remporté une série de victoires dans les primaires démocrates, grâce au soutien notamment des électeurs afro-américains. A l'inverse, Bernie Sanders a enchaîné les revers. Joe Biden, qui espère construire «une large coalition» pour battre le président sortant Donald Trump le 3 novembre, a repris dernièrement certaines propositions de son rival, notamment sur la dette étudiante.

Un sommet UE-Chine prévu fin mars à Pékin annulé à cause du coronavirus

L'Union européenne (UE) et la Chine ont décidé conjointement de reporter un projet de sommet prévu à Pékin fin mars à cause du coronavirus, a annoncé hier Virginie Battu, une des porte-parole du chef de la diplomatie européenne. «L'UE et la Chine ont décidé conjointement que le sommet UE-Chine n'aura pas lieu pour le moment, afin de permettre aux deux parties de se concentrer sur la réponse en cours à la pandémie COVID-19», a expliqué Virginie Battu, citée par l'AFP. «Les deux parties resteront en contact afin de convenir d'une date lorsque la situation commencera à se normaliser, y compris d'un processus préparatoire adéquat pour permettre des résultats substantiels», a précisé la porte-parole. Les présidents des institutions de l'UE et le chef de la diplomatie Josep Borrell avaient prévu de se rendre à Pékin fin mars pour préparer le sommet UE-Chine en septembre en Allemagne. Le déplacement avait été annulé en février à cause de l'épidémie de coronavirus en Chine, premier foyer de la pandémie qui a depuis gagné l'Europe. Les présidents des institutions européennes ont programmé un autre déplacement à Pékin en juillet avec la chancelière Angela Merkel, dont le pays assurera alors la présidence semestrielle des réunions de l'UE. Le sommet entre les dirigeants de l'UE et le président Xi Jinping est programmé pour le 16 septembre.

IRAN

Les sanctions américaines compromettent la capacité de l'Iran à lutter contre le Covid-19 (Zarif)

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a déclaré mardi que les sanctions américaines «illégales» avaient nui à la capacité de l'Iran de lutter contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19). «Les sanctions américaines illégales ont épuisé les ressources économiques de l'Iran, nuisant à sa capacité de lutter contre le Covid-19», a tweeté M. Zarif. Les sanctions «tuent littéralement des innocents», s'est-il indigné. «Rejoignez la campagne mondiale en expansion pour le non respect des sanctions américaines contre l'Iran», a ajouté M. Zarif. Lundi, la Chine avait exhorté les Etats-Unis à «lever immédiatement les sanctions contre l'Iran», pour pouvoir lutter contre le nouveau coronavirus. «La poursuite des sanctions contre l'Iran va à l'encontre de l'humanitarisme et entrave la réponse iranienne face à l'épidémie ainsi que l'acheminement des aides humanitaires de l'ONU et d'autres organisations», avait déploré le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi. L'Iran fait partie des pays les plus touchés par le Covid-19 avec un bilan de près de 1.000 morts et plus de 16.000 cas de contamination.

COVID-19:

L'Arabie Saoudite appelle à un sommet extraordinaire "virtuel" du G20

L'Arabie Saoudite a appelé hier à la tenue d'un sommet extraordinaire «virtuel», la semaine prochaine, des dirigeants du G20, pour discuter de la crise du Coronavirus (Covid-19).

Consciente de l'importance d'une intensification des efforts internationaux pour l'éradication du nouveau Coronavirus et en sa qualité de présidente du G20 pour l'année en cours, l'Arabie Saoudite est en contact continu avec les

membres du Groupe pour tenir un sommet extraordinaire, «virtuel», la semaine prochaine, dans le but d'unifier les efforts face au Coronavirus, indique une source officielle.

Selon la même source, les répercussions humaines et socio-économiques de cette pandémie requièrent une réponse mondiale. De ce fait, les dirigeants du G20 vont travailler en partenariat avec les organisations internationales

afin d'atténuer l'impact de cette épidémie sur les populations, par la mise en place de politiques conjointes. Le sommet s'appuiera sur les efforts des ministres des finances, des gouverneurs des banques centrales du G20 et des plus hauts responsables de la Santé et du Commerce international pour déterminer les exigences et les mesures d'intervention adéquates, d'après la source.

AFGHANISTAN

Plus de 138.000 réfugiés rentrés jusqu'à présent cette année

Au total, 138.013 réfugiés afghans sont rentrés ou ont été expulsés du Pakistan et d'Iran depuis le 1er janvier 2020, a annoncé hier l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans un communiqué. L'organisation liée aux Nations unies a précisé qu'environ 136.186 personnes sont revenues d'Iran et 1.827 du Pakistan, ajoutant qu'au cours de la semaine écoulée, 53.069 clandestins afghans sont rentrés d'Iran et 66 du Pakistan. L'OIM a fourni une assistance post-arrivée à tous les rapatriés en provenance du Pakistan et à 4% de ceux en provenance d'Iran au cours de cette période.

“Adaptation avec la situation actuelle pour prendre en charge le secteur de la culture de manière différente”

La ministre de la Culture, Malika Bendouda a affirmé, mardi, que ses services «contribueront par une campagne de sensibilisation en associant des plasticiens et des artistes en vue d'alléger la peur et de semer la quiétude face à la pandémie du coronavirus».



S'exprimant à l'APS en marge de l'audience qu'elle a accordée à des écrivains et des artistes au siège du ministère, la ministre a indiqué que son département «est en passe d'adopter une nouvelle approche pour parrainer l'activité culturelle hors des cadres et espaces traditionnels» et ce en harmonie avec la situation générale que vit le pays et le monde», soulignant que cette épreuve est «une opportunité pour se retrouver en famille».

Dans le cadre de l'action administrative et organisationnelle du ministère, Mme Bendouda a indiqué que ses services exploiteront cette situation pour organiser calmement «la maison de la culture» loin de toutes décisions forcées ou d'urgence», ajoutant que cette situation «est une opportunité pour suivre et régler les problèmes et insuffler une nouvelle dynamique pour la culture». Pour ce qui est des décisions importantes à prendre pour continuer les activités culturelles après cette période de suspension, la ministre a affirmé que le ministère lancera «divers concours de lecture pour y associer le public».

«La situation actuelle nous fait subir une épreuve de parcours qui ont été abandonnés», a ajouté la ministre, précisant que «les problèmes et les contraintes du numérique peuvent être revus, un mobile pour relancer les pla-

teformes interactives et pourquoi pas présenter des spectacles interactifs à distance».

Mme Bendouda a fait savoir que son département ministériel s'attèle à «la recherche de porteurs d'idées à même d'opérer un changement et apporter un supplément à la culture algérienne dans tous ses domaines», soulignant «sa foi en les capacités des jeunes dans tous les domaines culturels». Exprimant leur mécontentement vis-à-vis de la réalité du livre en Algérie notamment en ce qui concerne les difficultés rencontrées en matière de publication et de commercialisation, les acteurs en question ont plaidé pour «l'ouverture d'ateliers de réflexion dans les domaines culturels et la révision de la taxe sur le livre».

Soulevant, dans ce sens, les préoccupations des écrivains à la ministre, ces acteurs se sont plaint de «leur absence d'ordre juridique» en tant que titulaire «d'un produit culturel important», appelant à «la redynamisation du rôle des instances en charge des écrivains, à leur tête le Centre national du livre (CNL)».

La ministre organise une réception aux acteurs des différents domaines culturels sous forme de séances de débat à même de mettre la lumière sur les problèmes du secteur.

Le Théâtre d'Oran met en ligne ses spectacles

La direction du Théâtre régional d'Oran "Abdelkader Alloula" (TRO) a annoncé mercredi la mise en ligne de ses activités en respect des mesures de prévention en vigueur contre la propagation du coronavirus.

«Le TRO, qui a fermé ses portes conformément aux mesures de prévention sanitaires, poursuivra ses activités, dès samedi, à travers ses différents supports de communication», a indiqué à l'APS le directeur de cette structure culturelle, Mourad Senouci.

«Le TRO maintient ainsi le contact avec son public via ses espaces sociaux, dont son site Web, sa chaîne Youtube, sa page Facebook, et son application mobile», a-t-il précisé. Le programme d'animation, élaboré pour cette première semaine en ligne, comporte plusieurs pièces de Abdelkader Alloula (1939-1994), a fait savoir M. Senouci, rappelant que son établissement a abrité le 10 mars dernier la 26ème commémoration de l'assassinat du regretté dramaturge.

Les internautes auront également la possibilité de revisiter l'exposition d'une quarantaine de photos relatant le parcours professionnel d'Alloula, signées feu le photographe de presse Ali Hafied (1962-2015).

Ali Hafied avait fait don de cette collection au Musée national des Beaux-Arts d'Alger, qui a accepté de la mettre en relief au TRO le 10 mars dernier en hommage posthume au dramaturge et au photographe, rappelle-t-on.

APS

PUBLICITÉ

19 MARS 1962

Oran, le jour de la victoire

Le 19 mars 1962 marque la fin d'une guerre de libération menée par le peuple algérien et celle de 132 années d'une colonisation effroyable et barbare. La population oranaise, comme celle de toutes les régions du pays, a vécu l'événement dans une joie incommensurable et avec un immense et profond soulagement.

Le professeur Sadek Benkada, historien et chercheur au Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (CRASC), se souvient bien de cette journée exceptionnelle: "le 19 mars 1962, vers midi, un avion a survolé la ville d'Oran et ses environs, notamment M'dina Jdida, pour lâcher de milliers de tracts. C'était la proclamation du cessez le feu, après la signature, la veille, le 18 mars, des Accords d'Evian".

"Les Algériens se sont précipités pour ramasser ces tracts et y ont découvert la proclamation du cessez-le-feu, première mesure entrant en vigueur après la signature des Accords. La joie, soudaine, se lisait sur tous les visages, accompagnée d'un immense et profond soulagement, car cela annonçait la fin d'une guerre exsangue qui a duré près de huit années et une occupation de 132 ans et c'est pour cette raison que le 19 mars est appelé la fête de la victoire", ajoute le même universitaire.

Pour lui, "le sentiment ressenté alors était indéfinissable chez tous les oranais" mais, a-t-il ajouté, "cette joie et ce soulagement ont été tempérés par la crainte des attentats des ultras de l'OAS, perpétrés à Oran, car environ 20 jours auparavant, le 28 février 1962, un attentat à la voiture piégée a ensanglanté Tahtaha, la place publique du quartier de M'dina Jdida". Cette crainte s'est d'ailleurs vérifiée après le 19 mars, l'OAS a redoublé de férocité. Les attentats, les assassinats et les exécutions sommaires se sont multipliés à Oran, faisant des dizaines de morts et de blessés, et ce durant les mois qui ont suivi et jusqu'à la fin juin.

Sadek Benkada souligne, à ce propos, que "ceux qui ont vécu les affres du colonialisme et des attentats de l'OAS peuvent comprendre ce que le 19 mars signifie pour eux et pour le pays tout entier". La veille déjà, la signature des Accords

d'Evian et la libération, dans la nuit du 18 au 19 mars 1962, des cinq figures de la Révolution, détentées à Aulnoy, ont suscité le bonheur des algériens. Les Oranais, collés à la radio suivaient de près tous les événements et tous les épisodes et les derniers développements des négociations d'Evian.

Terroriser pour saboter les accords d'Evian

De son côté, Amar Mohand Ameur, historien et chercheur au CRASC, rappelle, dans une déclaration à l'APS, que "les oranais, comme tous les algériens, ont très bien accueilli la proclamation du cessez le feu, le 19 mars 1962 à midi, comme stipulé dans les accords d'Evian dans le premier point, signés la veille. C'était la fin de la guerre, mais ils se sont abstenus de faire de grandes démonstrations de joie par crainte des attentats, des exactions et des intimidations de l'OAS, très bien implantée à Oran et, en général, dans les grandes villes du pays". Amar Mohand Ameur a ajouté qu'à l'époque "l'OAS se considérait comme un Etat au sein de l'Etat et que l'armée française était une force d'occupation et ne voulait pas en démordre. Les algériens la craignaient car cette organisation a déjà fait montre de ses visées, à travers les attentats et les assassinats. C'est pour cette raison que dans les grandes villes, les démonstrations de joie étaient réfrénées de peur de nouveaux attentats et de la vengeance des ultras".

"Ailleurs, en l'occurrence dans les zones rurales et dans le maquis, dans les rangs de l'ALN, les démonstrations de joie étaient plus prononcées", a-t-il ajouté. L'historien et chercheur Mohand Ameur souligne que "le cessez le feu a été une victoire pour le FLN, car malgré la force de la France et sa puissance, le FLN n'a cessé le feu qu'après un accord global ga-



rantissant l'autodétermination des algériens, une autodétermination qu'ils allaient voter à l'unanimité le 1er juillet 1962, lors du référendum sur l'autodétermination". Concernant le cessez-le-feu à Oran, l'historien a indiqué qu'"Oran constituait un cas particulier", car l'OAS, après le 19 mars, a redoublé de férocité, perpétrant des attentats sanglants et des assassinats, ainsi que des intimidations envers les oranais. "L'OAS voulait, à travers ces actes, saboter les accords d'Evian", a-t-il souligné.

Une journée particulière

Cette journée du 19 mars 1962 reste gravée dans la mémoire des oranais. Hadja Mansouria, 81 ans, se souvient bien de ce jour si particulier. "Mon père est entré précipitamment à la maison, tenant à la main une feuille de papier. Il hurlait presque : c'est le cessez-le-feu, la guerre est terminée. Nous n'y croyions pas, mais après quelques instants nous avons entendu les you-you des voisins et nous nous sommes lancées, nous aussi, à tue-tête".

"Néanmoins, nous nous sommes tués rapidement, car nous avions peur de l'OAS, d'un autre attentat comme celui du 28 février. Mais nous sommes rattrapé le 5 juillet, le jour de la fête de l'indépendance", ajoute-t-elle, avec émotion.

De son côté, S.Bouزيد, raconte les événements de la journée du 19 mars. "J'avais 10 ans. Nous habitons au quartier des Mimosas, près de la cité Petit. J'étais avec les gosses du quartier, c'était presque l'heure du déjeuner lorsque nous avons vu de milliers de feuilles de papier qu'un avion lançait. Nous avons ramassé plusieurs exemplaires et nous remarquons que nos voisins, les adultes, commentaient ce qu'il y avait écrit sur les feuilles et là nous avons compris que la guerre était finie, alors nous nous sommes précipités, chacun de nous, vers la maison et, en cours de route, nous avons entendu des you-you dans les maisons par lesquels les femmes exprimaient leur joie". "Tous les voisins ont préparé du couscous et des gâteaux traditionnels qu'ils ont distribué aux

plus démunis. C'était une journée que je n'oublierais jamais", ajoute-t-il.

Le 19 mars 1962, les journaux locaux et nationaux annonçaient le cessez-le-feu, la fin de la guerre et du colonialisme: "Cessez le feu à midi dans toute l'Algérie", c'était le titre le plus usité.

Les carnages de l'OAS n'ont cessé que le 5 juillet à Oran au cours duquel, les oranais comme tous les algériens fêtèrent avec faste l'indépendance du pays. Le peuple algérien a payé un lourd tribut en vies humaines.

Le défunt Réda Malek notait dans son ouvrage "L'Algérie à Evian" que les pertes furent colossales. Il souligne à ce propos: "Le mois de mai marque l'apogée des crimes de l'OAS. La capture de ses têtes de file les plus connues l'accule à la politique de terre brûlée. Désespérant d'instituer une république de type sudiste, qui consacrerait la partition du territoire national, l'ultime carré d'irréductible conçoit le projet fou de ramener l'Algérie à sa situation d'avant 1830".

Hamмам El-Medjzara à Chréa (Tébessa), un centre de torture témoin de la barbarie du colonialisme français (TEMOIGNAGES)

Dans la commune de Chréa à l'Ouest de Tébessa, "Hamмам El-Medjzara" qui fut durant la guerre de libération un centre d'interrogatoire et de torture des moudjahidine témoigne toujours des atrocités et de la barbarie du colonialisme français à l'égard du peuple algérien.

Créé début de l'année 1957 sur une superficie de 900 m2 au centre-ville de Chréa, ce centre révèle encore à travers ses cellules obscures et de ses puits, où s'entassaient les cadavres des martyrs, les pratiques horribles de torture et des exécutions sommaires commises contre un peuple déterminé à obtenir son indépendance.

A la veille de la célébration du 58ème anniversaire de la fête de la Victoire, le moudjahid Mohamed-Tahar Smail, 78 ans se souvient, les yeux larmoyant, des atrocités qu'il a endurées derrière les murs de Hamмам El Medjzara durant un certain octobre 1957 alors qu'il avait à peine 20 ans sous les mains du tortionnaire Jean-Pierre.

"Toutes les parties de mon corps totalement nu ont été électrocutées pendant trois jours entiers dans leur vaine tentative d'obtenir des informations sur les moudjahidine, leurs plans et leurs approvisionnements en armes et munitions", se rappelle ce moudjahid qui relève que ce centre que les habitants de Chréa appellent "Hamмам El-Medjzara" était un bain maure avant que la



France coloniale ne se l'approprié et le transforme en centre de torture.

"Les bourreaux du centre utilisaient toutes les méthodes de torture contre les moudjahidine et civils sans distinction aucune entre grand et petit ou homme et femme", ajoute Mohamed-Tahar qui souligne que leurs sévices décupaient à chaque fois que l'Armée de libération nationale (ALN) occasionnait à l'armée française des

pertes dans ses rangs. Les cris des moudjahidine torturés parvenaient bien au-delà des murs du centre pour jeter l'effroi et la peur parmi la population de la région, se remémore-t-il.

Le souhait de convertir Hamмам El-Medjzara en musée renouvelé

A chaque célébration des dates phares de la guerre de libération, la famille révo-

lutionnaire de Tébessa et sa région, avec à sa tête le secrétariat de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine renouvelle son souhait de voir convertir Hamмам El Medjra en un musée qui transmettra aux générations futures un pan de la mémoire collective nationale.

Pour le secrétaire du bureau de Chréa de l'Organisation nationale des moudjahidine, Laâroussi Boutaleb, faire du centre un musée permet aux visiteurs et étudiants notamment de découvrir les tortures subies par les moudjahidine et à ériger une stèle commémorative avec les noms de tous les chouhada et moudjahidine ayant passé par ce centre de torture, "est une marque de reconnaissance à celles et ceux qui ont sacrifié leur vie pour leur pays".

M. Boutaleb a également appelé à transcrire les témoignages vivants des moudjahidine ayant été internés dans ce centre pour "constituer des documents aux chercheurs en histoire nationale".

"Après de longues années d'oubli, certaines parties de ce centre de torture ont fini par être exploitées comme locaux de commerce", souligne le même intervenant qui affirme avoir saisi par écrits les autorités concernés pour "intervenir en urgence et préserver ce patrimoine matériel de la révolution puis le restaurer".

ATHLÉTISME WRC Oran : un modèle de réussite du sport de masse dans l'Oranie

Affilié à la ligue régionale d'athlétisme cette année seulement, le jeune club sportif amateur «Wahrin Running club Oran» (WRCO) a réussi à s'illustrer au bout de trois mois de compétition en s'adjugeant la première place au niveau de la wilaya.

Sur le plan régional, ce club, et grâce à ses participations dans les différents challenges organisés au cours du premier trimestre de cette année 2020, a réussi à s'adjuger la 8e place, alors que sur le plan national, il occupe le 37e rang, et ce, après sa récente participation au championnat d'Algérie de Cross, déroulé le 29 février dernier à Oran, ainsi au championnat national de semi-marathon qui a eu lieu le 14 du mois en cours à Aïn Defla.

En évoquant justement le championnat national de cross, le président ce club, Sofiane Ammour, a indiqué à l'APS qu'il était «agréablement surpris» par le parcours de ses athlètes engagés pour l'occasion.

Il a notamment mis en exergue la performance des dames qui ont réussi à terminer à la 4e place au classement par équipes de leur catégorie.

Il ne s'agissait pas de la seule performance réalisée par cette toute naissante formation lors de cette compétition, puisque l'une de ses représentantes a réussi à terminer à la septième place de la course des seniors dames.

Cet acquis fut l'œuvre de la championne algérienne d'aviron, Amina Rouba, qui porte les couleurs de WRCO, plus connu sous le nom de «Wahrin», dans les compétitions de course à pied.

«Ce club a été créé en 2014.

Il est ouvert à tous les sportifs amateurs.

Au départ, nous voulions qu'il soit un espace de rassemblement pour les enfants, les jeunes et les moins jeunes pour soigner leur forme physique et passer des moments de détente à travers les deux séances programmées généralement au niveau de la forêt de Canastel les vendredi et mardi, mais au fil du temps, nous avons remarqué l'émergence de quelques athlètes d'où notre décision de les inscrire pour prendre part aux compétitions officielles dès cette saison», explique encore le premier responsable du club.

La formation compte une dizaine d'athlètes inscrits dans les catégories des minimes et une vingtaine d'autres dans les autres catégories des cadets jusqu'aux vétérans.

Le WCRO est plus connu dans la capitale de l'Ouest du pays par ses activités sportives ouvertes à toutes les couches de la société.

Il est devenu un modèle de réussite dans le sport de masse au vu du grand nombre d'adhérents qu'il attire depuis sa création.

Pourtant, s'il parvient à subvenir à ses besoins, c'est grâce à la contribution de ses membres, puisque jusque-là il n'a encore bénéficié d'aucune subvention de la part des autorités locales, a fait savoir le même interlocuteur, plus que jamais déterminé à aller au bout de ses ambitions, encouragé par les résultats réalisés dans un laps de temps court «et qui démontrent, selon lui, que le club a les capacités techniques de faire beaucoup mieux».

APS

SALLE OMS ARZEW : Des contraintes financières retardent la réouverture de l'enceinte

Des contraintes financières prolongent la fermeture de la salle omnisport d'Arzew où les travaux de réaménagement engagés, il y a un peu plus d'une année, ne sont toujours pas achevés, a-t-on appris hier de la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya d'Oran.

Pourtant, le gros des travaux en question a été réalisé, y compris au niveau des vestiaires, avant que les travaux ne s'arrêtent en raison des réserves formulées sur le nouveau parquet, posé par une entreprise locale, a indiqué à l'APS le premier responsable de la DJS, Hadj Chibani.

Signalant que dans l'ensemble, la réhabilitation de la salle OMS d'Arzew "a réussi au plus haut point", il n'en demeure pas moins que le parquet posé ne répond pas aux normes requises, d'où les réserves formulées par le maître d'ouvrage, qui est le DJS.

"Cependant, l'entreprise chargée des travaux refuse jusque-là de lever les réserves en question avant qu'elle ne soit payée pour les travaux réalisés antérieurement", a encore expliqué le même responsable.

Cette situation a joué un mauvais tour au club local, l'ES Arzew, qui évolue en Excellence de handball, et qui est contraint depuis janvier 2019 d'accueillir ses adversaires loin de ses bases, non



sans que cela ne se répercute négativement sur ses résultats.

L'équipe, qui a évité de justesse la relégation la saison passée, sera dans l'obligation de lutter encore une fois pour son maintien parmi l'élite, puisqu'elle va jouer les Play-Dawn.

Mais la réouverture de la salle OMS d'Arzew dans les meilleurs délais devient une obligation, étant donné que la direction de l'ESA a déposé son dossier de candidature pour accueillir le championnat arabe des clubs champions prévu en octobre prochain,

une candidature soutenue par les autorités locales, ainsi que le comité d'organisation des Jeux méditerranéens prévus à Oran en 2021, "ce qui devrait débloquent la situation au niveau de la salle OMS d'Arzew", a prédit le DJS.

CORONAVIRUS

TENNIS/ US OPEN 2020 :

Les organisateurs prêts à reporter le tournoi

Les organisateurs du tournoi américain de tennis du Grand Chelem US Open, prévu du 24 août au 13 septembre prochains, sont prêts à reporter leur épreuve, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (covid-19), ont-ils indiqué mardi, après la reprogrammation de Roland-Garros à fin septembre.

«L'USTA (Fédération américaine de tennis, NDLR) continue à travailler sur l'organisation de l'US Open 2020 et elle n'introduit pour l'instant aucun changement à son programme. Mais nous vivons une période sans précédent et nous

sommes en train d'étudier toutes les options qui s'offrent à nous, y compris la possibilité de reporter le tournoi», ont indiqué les organisateurs du tournoi new-yorkais. Mais dans ce qui ressemble à une critique des organisateurs de Roland-Garros qui ont reporté mardi le début de leur épreuve --prévue initialement le 24 mai pour un fin le 7 juin-- au 20 septembre, soit une semaine seulement après la fin théorique de l'US Open, l'USTA a prévenu que «cette décision (du report potentiel) ne devait pas être prise unilatéralement». La décision de la Fédération

française de tennis (FFT), organisatrice du tournoi de Roland-Garros, justifiée par les répercussions de la pandémie de coronavirus et du confinement décidé en France depuis mardi sur des travaux de modernisation et d'agrandissement en cours, a été critiquée par des joueurs et des joueuses de premier plan, comme l'ancienne N.1 mondiale, la Japonaise Naomi Osaka. La reprogrammation à l'automne du rendez-vous parisien va en effet conduire à un embouteillage et des allers-retours entre surfaces inédits dans le calendrier du tennis.

GYMNASTIQUE:

L'étape de Coupe du monde de Tokyo annulée

La Fédération japonaise de gymnastique (JGA) a annoncé hier le report de l'étape de Coupe du monde de gymnastique artistique, prévue à Tokyo les 4 et 5 avril, en raison de la pandémie de coronavirus, à moins de quatre mois des Jeux olympiques 2020 prévus dans la capitale nippone du 24 juillet au 9 août.

« En raison de la propagation du coronavirus en Europe et des annulations de plusieurs étapes de Coupe du monde dans d'autres pays, plusieurs athlètes et juges ont décidé de renoncer à leur participation à notre épreuve», a souligné la JGA, organisatrice de la compétition.

La JGA avait annoncé dans un premier temps que l'épreuve se disputerait à huis clos, sans spectateurs, pour limiter les risques de contamination. Cette épreuve, qui de-

vait avoir lieu sur les installations des prochains JO-2020, devait attirer plusieurs grands noms de la discipline, dont la star américaine Simone Biles, quadruple championne olympique.

L'épreuve de gymnastique artistique prévue le 6 avril à Tokyo reste en revanche programmée.

Cette annulation survient alors qu'il y a de plus en plus de doutes au Japon sur la tenue des JO-2020 sur fond de propagation du coronavirus à travers le monde qui a conduit aux annulations et reports d'événements sportifs majeurs, comme l'Euro de football, reprogrammé en 2021.

Un sondage publié lundi par l'agence de presse Kyodo montre que 69,9% des personnes interrogées ne croient pas que Tokyo pourra accueillir comme prévu les Jeux. Un



autre sondage de la chaîne de télévision publique NHK réalisé du 6 au 9 mars soulignait que 45% des Japonais sont désormais opposés au maintien des JO comme prévu, et 40% pour. Face à ce scepticisme grandissant et aux appels à re-

porter les JO, le Comité international olympique (CIO) est resté inflexible mardi.

«Il n'est pas nécessaire de prendre des décisions radicales (...) toute spéculation à ce stade serait contre-productive», a indiqué le CIO.

CORONAVIRUS

ALGÉRIE : Medouar : «C'est illogique de parler de saison blanche»

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a botté en touche hier l'éventualité de décréter une saison blanche en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), soulignant qu'aucune hypothèse n'a été évoquée pour le moment si la suspension des compétitions serait prolongée au-delà du 5 avril.

«Concernant l'éventualité de décréter une saison blanche, on n'en est pas encore là. C'est illogique de parler d'une saison blanche du moment que nous ne pouvons pas prévoir ce qui va se passer.

Je regrette la polémique provoquée par certains responsables de club par rapport à la situation actuelle.

Ceux qui jouent le titre souhaitent la poursuite du championnat, alors que ceux qui sont menacés par la relégation préfèrent une saison blanche ! La LFP n'est pas en mesure de dire aujourd'hui s'il y aura annulation ou non du championnat», a indiqué à l'APS le premier responsable de la LFP.

Un nouveau cas de décès lié au coronavirus a été enregistré en Algérie, portant le nombre de décès à 6 sur un total de 72 cas confirmés, selon un dernier bilan établi mercredi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

En raison de la situation sanitaire actuelle au pays, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a pris dimanche la décision de suspendre toutes



les manifestations sportives (championnats et coupes), toutes disciplines confondues, et fermer toutes les infrastructures sportives, de jeunesse et de loisirs, jusqu'au 5 avril.

«Nous avons réfléchi à un nouveau calendrier, concernant notamment les matchs de mise à jour des deux Ligues professionnelles (trois en Ligue 1 et 2 en Ligue 2, ndlr), et la suite des quarts de finale de la Coupe d'Algérie. Les matchs pourraient bien avoir

lieu à huis clos. En revanche, rien n'a été décidé dans le cas où la reprise ne se ferait pas à partir du 5 avril prochain.

Nous sommes en train de travailler selon la situation actuelle. Si le championnat va reprendre à partir de la date fixée par le MJS, la fin de la compétition pourrait être décalée jusqu'en juin prochain», a ajouté Medouar. Le président de la LFP n'a pas omis de lancer un appel à la famille du football algérien, «pour faire preuve

de responsabilité et de vigilance devant ce virus qui frappe notre pays.

La prévention est notre unique arme pour faire face à cette pandémie.

Concernant les joueurs, ils devront suivre le programme d'entraînement individuel concocté par leur staff technique pour entretenir la forme.

Je souhaite que ce virus disparaisse le plus rapidement possible en Algérie et dans le monde entier», a-t-il conclu.

LIGUE 1 (MC ALGER) : Les entraînements suspendus jusqu'à nouvel ordre

Le Conseil d'administration du MC Alger a décidé de suspendre jusqu'à nouvel ordre, les entraînements de l'équipe première, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook.

«Suite aux directives du ministère de la jeunesse et des sports (MJS), et pour des raisons préventives et urgentes, le président de la SSPA/le «Doyen» Abdel-

nacer Almas a décidé de suspendre les entraînements de l'équipe seniors jusqu'à nouvel ordre. Les joueurs vont suivre un programme individuel spécifique jusqu'à l'annonce d'une nouvelle décision, dans l'objectif de préserver leur santé et celle des autres», a indiqué le MCA dans un communiqué. Un nouveau cas de décès du coronavirus (Covid-19) a été enregistré en Algérie portant le nombre de décès à cinq (5) sur un total de 60 cas confirmés,

a indiqué mardi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. La Direction technique nationale (DTN) a exhorté lundi les clubs, tous paliers confondus, de tracer un programme d'entraînement individuel, suite à la décision prise par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) de suspendre jusqu'au 5 avril toutes les compétitions, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

AFRIQUE (CORONAVIRUS) : Le CHAN-2020 reporté jusqu'à nouvel ordre

Le championnat d'Afrique des nations de football CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, qui devait se dérouler au Cameroun (4-25 avril) a été reporté jusqu'à nouvel ordre, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont annoncé mardi la Confédération africaine de football (CAF) et le Comité d'organisation (CoCHAN). «Au regard de toutes les considéra-

tions critiques liées à cette urgence de santé publique internationale, constitutive d'un cas de force majeure, un réaménagement du calendrier de la compétition est apparu nécessaire. Aussi, conformément aux directives de la haute hiérarchie ainsi qu'au plan de riposte gouvernemental contre la pandémie, et d'un commun accord avec les autorités de la Confédération africaine de

football (CAF), le principe du report du CHAN Cameroun 2020 à une période plus propice a été retenu», a écrit le CoCHAN dans un communiqué. La décision de l'instance dirigeante du football africain intervient quatre jours après celle relative au report des deux prochaines journées des qualifications de la CAN-2021, prévues initialement en mars courant (25-31 mars) pour la

même raison. «Dans cette perspective, les nouvelles dates de la compétition seront arrêtées en fonction de l'évolution de la situation et communiquées en temps opportun», précise la même source. La compétition, équivalente de la CAN pour les joueurs locaux, était censée avoir lieu du 4 au 25 avril au Cameroun qui compte 10 cas de coronavirus sur son sol.

TUNISIE : Le Club Africain de nouveau menacé d'interdiction de recrutements par la Fifa

La Commission de discipline de la FIFA a menacé le Club Africain d'interdiction de recrutement pour salaires impayés à son ancien attaquant congolais Fabrice Ondama , a indiqué la formation tunisienne de première division sur sa page officielle Facebook.

Selon la même source, l'instance in-

ternationale a décidé le 14 mars dernier, que le club devra payer à son ancien attaquant, la somme de 856 mille dollars (2.439 millions de dinars environ) plus 5 pour cent de pénalité pour chaque année de retard et également la somme de 30 000 francs suisses (90 000 dinars tunisiens environ), dans un délai minimum

de 30 jours à partir de la date la notification. Le Club Africain précise , qu'en cas de non règlement du montant, le club africain sera interdit de recrutements à l'échelle nationale et internationale dans les catégories seniors, juniors. Le Congolais Ondama avait été recruté par le Club Africain en 2017.

LIGUE 1 FRANÇAISE (FC METZ) : Oukidja élu joueur du mois

Le gardien de but international algérien du FC Metz, Alexandre Oukidja, a été élu meilleur joueur de son équipe pour le mois de février, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 française de football sur son site officiel. Les supporters messins ont élu Oukidja avec un taux de 78% des voix, pour la seconde fois de suite.

Oukidja (31 ans) est en train de réaliser une belle saison avec son équipe, qui occupe actuellement la 14e place, à 7 points de la zone de relégation.

Depuis son retour de blessure en début de l'année, l'ancien portier strasbourgeois a réalisé le plus grand nombre de sauvetage en Ligue 1 avec un total de 93, devançant même le portier costaricien du Paris SG Keylor Navas.

La doublure de Rais M'bolhi en équipe nationale a gardé sa cage vierge à 8 reprises en 26 journées de championnat, ce qui devrait lui permettre de boucler la meilleure saison de sa carrière.

Oukidja avait été convoqué une première fois chez les Verts à l'occasion du match en déplacement face à la Gambie (1-1) en septembre 2018, dans le cadre des qualifications de la CAN-2019, pour le premier match du sélectionneur Djamel Belmadi sur le banc du « Club Algérie ».

Il figurait sur la liste des 23, sacrés champions d'Afrique à la CAN-2019 en Egypte.

Le Français Carteron pressenti à la tête de l'ES Tunis

L'entraîneur français Patrice Carteron serait pressenti pour diriger la formation de l'Espérance sportive de Tunis, en remplacement de Mouine Chaabani que le club songe à pousser vers la sortie, ont rapporté des médias locaux.

Deux semaines après avoir été éliminée de la Ligue des champions d'Afrique, l'Espérance sportive de Tunis se serait renseignée sur la situation contractuelle du coach du Zamalek, Patrice Carteron qui a, à chaque fois (la 3e consécutive), gagné dans des confrontations directes avec Chaabani.

En effet, le technicien français a remporté la Supercoupe d'Afrique devant Mouine Chaabani à deux reprises.

Une première, la saison dernière à la tête d'un Raja Casablanca au plus bas de sa forme et avec un effectif moindre que celui à la disposition de Chaabani.

Selon l'hebdomadaire Arriyadhia, les dirigeants espérantistes trouvent que «l'entraîneur Chaabani semble incapable de déchiffrer les approches tactiques de Patrice Carteron et les retrouvailles cette année confirmer la suprématie du technicien français aux commandes du Zamalek».

Toutefois, le président du Zamalek, Mortada Mansour, a indiqué mardi que le contrat de Patrice Carteron sera renouvelé. «Il ne s'est pas plaint des deux mois de salaires en retard. Il n'y a pas d'obstacle pour qu'il continue avec nous, surtout qu'il a l'habitude de prolonger chaque saison», a déclaré le président du Zamalek.

CORONAVIRUS

Après le report de l'Euro, l'Angleterre annule ses matches amicaux de juin

C'est une conséquence directe du report de l'Euro-2020: la sélection anglaise a annulé mardi ses deux matches amicaux prévus en juin, en Autriche le 2 et contre la Roumanie le 7, qui devaient la préparer à la compétition continentale.

«L'UEFA a confirmé aujourd'hui (mardi) qu'en raison de la pandémie de nouveau coronavirus, l'Euro-2020 sera reporté au mois de juin 2021», ont indiqué les demi-finalistes du dernier Mondial dans un mail à un groupe de supporters.

«En conséquence, les matches contre l'Autriche et la Roumanie n'auront pas lieu», a poursuivi la Fédération, qui dit vouloir éviter de «mettre une pression inutile sur les services publics chargés de l'organisation des matches.» L'annulation des deux rencontres amicales «aidera aussi à achever les compétitions nationales actuellement suspendues en raison du Covid-19».

Vendredi, la quatrième nation au classement Fifa avait déjà annoncé l'annulation de ses matches amicaux prévus en mars, contre l'Italie et le Danemark.

Les deux rencontres pourraient être reportées en juin, mais leur tenue dépendra de l'évolution du virus.

En plus de l'Euro, le nouveau coronavirus a eu raison de tous les grands championnats européens, qui ont suspendu leur saison, et de nombreux événements sportifs dans le monde.

JUVENTUS Blaise Matuidi testé positif

L'international français Blaise Matuidi, champion du monde de football avec les Bleus en 2018, a été testé positif au nouveau coronavirus, a annoncé mardi son club, la Juventus Turin.

«Le joueur, à l'isolement volontaire à domicile depuis le mercredi 11 mars (...) va bien et est asymptomatique», a précisé la Juventus dans un communiqué.

Matuidi est le second joueur de la Juventus testé positif après le défenseur italien Daniele Rugani, la semaine dernière.

FIFA: Un don de 10 millions de dollars à l'OMS pour lutter contre le coronavirus

Le président de la Fédération internationale de football Gianni Infantino a annoncé «une contribution directe» de la FIFA, à hauteur de 10 millions de dollars pour le Fonds de réponse solidaire créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour lutter contre le Covid-19.

Un fonds mondial d'aide au football et aux personnes touchées par cette crise sanitaire sans précédent pourrait également être lancé par l'instance.

L'OMS et la FIFA, en collaboration avec d'autres personnalités importantes du monde du football, vont lancer une campagne de sensibilisation et diverses initiatives afin que chacun puisse recevoir des conseils pour protéger et promouvoir la santé, individuellement et collectivement.

En 2019, l'OMS et la FIFA, l'instance dirigeante du football mondial, ont validé le principe d'une collaboration de quatre ans pour encourager des modes de vie sain à travers la pratique du football, partout dans le monde. Plusieurs compétitions nationales et internationales ont été suspendues ou reportées à cause de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

APS

La Fédération camerounaise suspend toutes ses compétitions

La fédération camerounaise de football (FECAFOOT) a suspendu toutes ses compétitions en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus, (Covid-19).

«Le Bureau du Comité Exécutif de la Fédération camerounaise de football décide, dès ce jour (mardi), de la suspension sine die de toutes les compétitions organisées sous son égide (matches amicaux, championnat professionnel, championnats amateurs, championnat féminin, championnat jeunes, coupe du Cameroun, beach soccer et futsal) sur l'ensemble du pays», a expliqué l'instance dans un communiqué.

L'instance fédérale du football camerounais s'aligne aux mesures strictes de limitation des mouvements et des rassemblements des personnes sur toute l'étendue du territoire du pays,



prise mardi 17 mars 2020 par le Gouvernement camerou-

nais. La décision vise à conte-

navirus avec 10 cas signalés au Cameroun.

Le Niégrian John Mikel Obi quitte Trabzonspor par consentement mutuel

L'ancien capitaine du Nigeria et ancien milieu de terrain de Chelsea, John Mikel Obi, a quitté son club employeur, Trabzonspor par consentement mutuel, quelques jours après avoir exprimé ses préoccupations quant à la poursuite de la Super Lig turque de football au milieu de la pandémie mondiale de coronavirus, a rapporté hier la presse.

La Super Lig fait partie d'une poignée de ligues de football dans le monde qui continuent de jouer, même derrière des portes closes.

Une politique qui n'a pas été du goût du joueur nigérian, comme il avait clairement indiqué sur les réseaux sociaux où il a affiché son désaccord total avec cette politique.

«Je confirme avoir mis fin à mon contrat et je renonce à mon salaire pour devenir agent indépendant.

Il y a plus dans la vie que le football. Je ne me sens pas à l'aise et je ne veux pas jouer au football dans cette situation. Tout le monde devrait être à la maison avec sa famille et ses proches



en cette période critique. La saison devrait être annulée car le monde est confronté à une période de turbulences», a écrit Mikel, 32 ans, sur son Instagram. Le message de l'ancien international nigérian, rédigé un jour avant le match de Trabzonspor contre Istanbul Basaksehir, a reçu des réponses positives de deux autres anciens joueurs de Chelsea basés en Turquie. L'attaquant de Galatasaray Radamel Falcao a répondu «vous avez

raison John», tandis que Didier Drogba a qualifié le message de «paroles de sagesse». Le nombre de cas de coronavirus en Turquie est passé de six à 47 cas positifs. Le gouvernement a intensifié les mesures pour enrayer sa propagation, fermer les écoles et les universités, organiser des événements sportifs sans spectateurs et interrompre les vols vers de nombreux pays. Pendant ce temps, les joueurs de l'équipe de basket-ball de Galatasaray ont publié une déclaration conjointe exhortant la Super League de basket-ball turque à suspendre les matches. «Nous apprécions que le gouvernement turc ait pris des mesures pour ralentir la propagation du virus, mais nous trouvons assez bizarre que nous continuions à jouer, bien qu'il soit à huis clos», ont-ils déclaré.

«Nous avons vu combien l'hésitation à prendre des mesures extrêmes a provoqué une flambée des cas dans les pays voisins et nous pensons que le moment est venu de prendre des mesures extrêmes.»

Report de la réunion du Bureau fédéral à la fin mars

La prochaine réunion du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (FAF), initialement prévue le lundi 23 mars a été reportée de huit jours, en raison de la situation due à la flambée actuelle du Coronavirus (COVID-19), a annoncé le président de l'instance fédérale, Khireddine Zetchi, à la Télévision nationale (EPTV).

«La réunion du Bureau fédéral de la FAF, initialement programmée pour le

23 mars est reportée au 31 du même mois, sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire du pays», a indiqué le président de la Fédération, s'exprimant sur la même chaîne publique où il a passé des messages à l'adresse des citoyens et de la famille du football, notamment la préservation de la santé des personnes âgées qui demeurent souvent la frange la plus vulnérable face au COVID-19. Le message du président

de la FAF fait suite au courrier envoyé par la FIFA à toute la communauté du football mondial pour rappeler la gravité de la situation due à la flambée actuelle du COVID-19, confirmée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), et des mesures préventives que doivent respecter scrupuleusement les autorités sportives et les acteurs de la balle ronde.

La FIFA appelle tout un chacun à son niveau à uti-

liser le pouvoir du football pour assurer une large diffusion de ces messages clés.

Pour sa part, la Confédération africaine de football (CAF) a saisi toutes les associations du continent (clic) pour les informer du report du CHAN Total 2020 au Cameroun jusqu'à nouvel ordre ainsi que les réunions du Comité Exécutif et la 42ème Assemblée générale initialement prévue le 24 avril 2020 au Cameroun.

Le match amical de football Espagne-Allemagne annulé

La Fédération allemande de football (DFB) a confirmé mardi l'annulation du match de préparation à l'Euro-2020 Espagne-Allemagne prévu le 26 mars à Madrid, conformément aux directives de l'UEFA.

Dans la foulée du report de l'Euro

à 2021, décidé mardi pour répondre à la crise du coronavirus, «l'UEFA a confirmé que le match de Madrid contre l'Espagne n'aurait pas lieu», indique la DFB dans un communiqué.

Ce «classique» du football mondial entre les champions du monde 2010

et 2014 devait être suivi, côté allemand, par un Allemagne-Italie le 31 mars, qui a déjà été annulé.

L'Espagne pour sa part aurait dû jouer aussi aux Pays-Bas le 29, toujours en match de préparation à l'Euro.

Batshuayi à l'OM pour moins de 20 millions ?

Le média The Athletic évoque l'intérêt des dirigeants olympiens pour leur ancien joueur. Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec les Blues, Batshuayi pourrait débarquer à l'OM pour un prix abordable. Sa valeur actuelle est estimée à 22 millions d'euros mais le club français pourrait faire baisser la note à moins de 20 millions pour le buteur belge âgé de 26 ans désormais. Outre l'OM, Crystal Palace, Aston Villa et West Ham seraient également sur les rangs.



UN CONTRAT MONSTRUEUX POUR MEUNIER AU BORUSSIA ?

« Une question de forme » sépare Thomas Meunier du Borussia Dortmund, selon une information du journal Bild dans la nuit de ce lundi à mardi. Le latéral belge du PSG arrive au bout de son contrat au 30 juin au soir. Et il ne devrait pas être conservé par le club champion de France. Pour au moins une raison évidente, si les révélations de la chaîne de télé allemande, Sport1, à propos du contrat et des revenus, qu'aurait négocié le joueur.

Il est question d'un contrat portant sur quatre saisons, jusqu'au soir du 30 juin 2024. Et d'un montant global de 50 millions d'euros bruts, pour paiement des salaires, des variables à la performance, de la prime à la signature et des commissions d'agents. Présentement, Thomas Meunier approche au PSG, les 300 000 euros bruts mensuels, sans les bonus additionnels. Si le contrat est aussi conséquent, c'est que le Borussia Dortmund n'aura pas d'indemnité à payer au Paris Saint-Germain pour le recruter. L'économie ainsi réalisée peut profiter à l'international belge de 24 ans et à son conseil.

LE REAL PRÊT À RELANCER LE DOSSIER POGBA ?

Le Paris Saint-Germain et la Juventus pourraient voir le Real Madrid revenir à la charge pour Paul Pogba, champion du monde français de Manchester United.

L'été dernier, Zinedine Zidane a fait des pieds et des mains pour avoir Paul Pogba au Real Madrid. Finalement, le président Florentino Pérez n'a pas semblé vouloir satisfaire cette demande, mais Zidane n'aurait pas été découragé. Cette fois, il devra toutefois affronter la concurrence du Paris Saint-Germain et surtout de la Juventus, qui semble déterminée à boucler le retour de Pogba, parti à Manchester United en 2016. D'après les informations de Tuttosport, à Turin on commencerait à sérieusement craindre un retour à la charge du Real Madrid. Le quotidien explique que la Juventus est optimiste concernant un retour de Paul Pogba, mais le Real Madrid préparerait une offre de contrat très importante, sur laquelle les dirigeants turinois ne pourraient pas s'aligner. En Espagne on assure pourtant que les Merengues auraient d'autres cibles au milieu de terrain, comme Donny van de Beek de l'Ajax Amsterdam.



Coup de froid pour Mauro Icardi !

Mauro Icardi, actuellement prêté par l'Inter au Paris Saint-Germain, pourrait voir l'un de ses principaux courtisans lui tourner le dos.

Où jouera Mauro Icardi la saison prochaine ? Il y a encore quelques mois, la plupart des observateurs le voyaient continuer au Paris Saint-Germain, via l'option d'achat présente dans son contrat et fixée à 70M€. Désormais, un autre scénario semble se préciser pour l'Argentin.

Leonardo aimerait en effet l'acquérir à l'Inter, avant de le vendre dans la foulée à la Juventus, dans une opération qui pourrait notamment concerner Miralem Pjanic et Mattia De Sciglio.

Les choses semblent toutefois avoir changé. D'après les informations de Tuttosport, Mauro Icardi ne serait plus qu'un plan B pour la Juventus. Le quotidien italien explique en effet que la grande priorité offensive des Bianconeri n'est plus le numéro 18 du PSG, mais plutôt Harry Kane, annoncé proche d'un départ de Tottenham. Le directeur sportif Fabio Paratici semblait pourtant déjà avoir engagé les discussions avec son homologue du PSG...

Ben Yedder confirme les approches !

On dit souvent qu'au vu de son talent, Wissam Ben Yedder (29 ans, 26 matchs et 18 buts en L1 cette saison) aurait aisément pu jouer au FC Barcelone, et les dirigeants du club catalan semblent bien d'accord. Comme il l'a dévoilé dans une interview accordée à Onze Mondial, l'international français a souvent été approché par les Blaugrana, mais il ne regrette rien. "L'intérêt du Barça cet hiver ? Déjà, pour commencer, ce sont des choses qui auraient pu se passer bien avant. L'été dernier, par exemple. Ils ont pris des renseignements à mon sujet à plusieurs reprises. Cet hiver, ça aurait pu se faire. Ça ne s'est pas fait, c'est comme ça, c'est que ça ne devait pas se faire. (...) Leur intérêt, ça démontre que je fais du bon travail. Je suis resté professionnel et concentré sur mes performances en quittant Séville pour Monaco. Et quand le Barça est arrivé, j'ai pris ça comme un plus, comme un bonus", a déclaré le co-meilleur buteur de Ligue 1 avec 18 buts, à égalité avec l'attaquant du Paris Saint-Germain, Kylian Mbappé.



PRÉVENTION DU CORONAVIRUS

Air Algérie suspend tous ses vols de et vers l'international jusqu'à nouvel ordre

La compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé hier la suspension de tous ses vols internationaux à partir d'aujourd'hui, selon communiqué de la société.

"Air Algérie informe son aimable clientèle de la suspension de tous ses vols internationaux à partir d'aujourd'hui mercredi 18 mars 2020 jusqu'à nouvel ordre", a-t-elle précisé.

Cette décision est prise dans le sillage des mesures préventives en raison de la propagation du nouveau Coronavirus.

Après avoir décidé de réduire ou suspendre ses vols de et vers plusieurs destinations internationales, à savoir : la Chine, l'Arabie Saoudite, le Maroc, la France, l'Italie et l'Espagne.

Lundi, le Gouvernement avait décidé de suspendre temporairement, toutes les dessertes de voyageurs aériennes et maritimes entre l'Algérie et plusieurs régions du monde qui connaissent la propagation de la pandémie de "coronavirus".

Il s'agit notamment des vols de et vers la Tunisie, l'Égypte,

les Emirats arabes unies, Qatar, Jordanie, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, ainsi que les desertes de voyageurs aériennes et maritimes à destination ou en provenance de l'Europe.

Air Algérie, avait toutefois, rassuré sa clientèle impactée par ces décisions de la possibilité de rembourser les billets (déjà achetés) jusqu'à la fin de l'année en cours, soulignant qu'aucun déplacement immédiat au niveau des points de ventes n'est nécessaire.

Un vol de rapatriement depuis l'Égypte ce soir

Ces suspensions de vols avaient été, toutefois, accompagnées de plusieurs opérations de rapatriement de ressortissants algériens établis dans les pays concernés.

D'ailleurs, Air Algérie a informé sa clientèle de la programmation d'un vol de rapatriement au départ du



Caire (Égypte) vers l'Algérie aujourd'hui 18 mars 2020 à 21h (heure égyptienne), appelant les passagers à se présenter à l'aéroport du Cairo 4h avant le décollage.

La majorité des citoyens notamment les usagers des réseaux sociaux, ont accueilli favorablement les mesures prises concernant la suspension momentanée de toutes les dessertes aériennes et mari-

times, et ce, pour contenir l'expansion de la pandémie au niveau national.

Douze (12) nouveaux cas du coronavirus (Covid-19), dont un décès, ont été enregistrés mercredi en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 72 et les décès à six (6), a indiqué mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, dans un communiqué.

UNESCO-CORONAVIRUS 850 millions d'écoliers et d'étudiants privés d'école



Plus de 850 millions de jeunes dans le monde, soit près de la moitié de la population d'écoliers et d'étudiants devaient rester chez eux, sans accéder à leurs établissements d'enseignements, à la date de mardi, a annoncé hier l'Unesco.

Avec des fermetures d'établissements scolaires et universitaires totales dans 102 pays, partielles dans 11 autres en raison de la pandémie de Covid-19, le nombre d'apprenants privés d'école a plus que doublé en quatre jours et devrait encore augmenter, a précisé l'organisation de l'Onu en charge de l'éducation, des sciences et de la culture.

"L'ampleur et la violence des fermetures d'écoles et d'universités représente un défi sans précédent" pour le secteur de l'éducation, a ajouté la même source, en soulignant que partout dans le monde, les autorités en charge de l'éducation cherchent à pallier les fermetures d'établissements par des solutions d'enseignement à distance, qu'il s'agisse de solutions requérant des moyens technologiques perfectionnés (classes en direct par vidéo) ou moins élaborées (programmes éducatifs à la télévision ou à la radio).

"La situation actuelle impose aux pays d'immenses défis pour être en mesure d'offrir un apprentissage continu à tous de manière équitable. Nous renforçons notre action au niveau mondial en créant une Coalition pour assurer une réponse rapide et

coordonnée. Au-delà de l'urgence, cet effort est l'occasion de repenser l'éducation, de développer l'apprentissage à distance et de rendre les systèmes éducatifs plus résilients, plus ouverts et plus innovants", a déclaré la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay.

Dès que les écoles ont commencé à fermer à travers la planète, l'Unesco a affirmé soutenir la mise en oeuvre de programmes d'apprentissage à distance à grande échelle, recommandant des applications et des plateformes éducatives en accès libre. L'organisation a mis en place un groupe de travail chargé de conseiller et d'aider les gouvernements à trouver des solutions alternatives, et a lancé une "coalition globale pour l'éducation" avec le secteur privé, dont Microsoft et GSMA, pour aider les pays à se doter des instruments qui leur font défaut. L'Unesco entend enfin continuer d'organiser des réunions virtuelles d'échanges d'expérience entre pays membres, dont plus de 70 avaient participé la semaine à une visioconférence qu'elle avait organisée sur les moyens d'assurer la continuité de l'éducation.

A cette occasion, Mme Azoulay avait dit redouter que la situation ne soit surtout préjudiciable aux enfants pauvres: "Les enfants défavorisés et plus vulnérables sont plus susceptibles d'y perdre dans leurs apprentissages et de manquer des soutiens adéquats", a-t-elle dit.

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED :

Le verdict dans l'affaire d'Abdelghani Hamel et ses coaccusés attendu le 1^{er} avril

La présidente de la section correctionnelle au tribunal de Sidi M'hamed à Alger, a annoncé que le verdict dans l'affaire de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et des membres de sa famille, sera prononcé le 1^{er} avril. En dépit de la suspension des audiences correctionnelles au tribunal de Sidi M'hamed au début de la journée, en application des décisions du ministère de la Justice, l'affaire d'Abdelghani Hamel et ses coaccusés s'est poursuivie pour le cinquième jour car elle concerne "des personnes en détention dont les affaires sont enrôlées", une exception qui a été autorisée par le ministère à condition que ces procès soient déroulés "en présence des concernés sans le public". Avant de donner la parole à tous les accusés qui ont exprimé leur confiance en la justice et demandé leur acquittement, le tribunal a poursuivi l'audition des plaidoiries de la défense des accusés. Durant l'audience d'aujourd'hui qui a duré près de 12 heures, un seul collectif de défense s'est constitué en faveur d'Abdelghani Hamel et son épouse Anani Salima et ses quatre enfants (Amiar, Chafik, Mourad et Chahinaz). La défense a demandé au tribunal de "prendre en compte le parcours professionnel de l'accusé principal et de mettre en liberté les membres de la famille Hamel, estimant que "le procès d'une famille entière est inédit dans l'histoire de la justice

algérienne". De son côté, la défense de l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Rehaïmia, a plaidé pour l'acquittement de son mandant des deux charges relatives à "la dilapidation de deniers publics et l'abus de fonctions", et ce pour "absence d'éléments matériels et immatériels". De même que la Défense de l'ancien wali de Tipasa, Ghellaï Moussa a plaidé son innocence, avançant pour motif que son client a appliqué les instructions de l'ancien ministre de l'Intérieur et de l'ancien Premier ministre". La Défense de l'accusé Abdelghani Zaalane, ancien wali d'Oran a plaidé son innocence, arguant qu'il a procédé aux "mêmes mesures lors de l'exercice de ses fonctions au poste de wali d'Oum Bouaghi et de Bechar". Le Procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed a requis lundi vingt (20) ans de prison ferme à l'encontre de l'ancien Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel et de son fils Amia r et quinze (15) ans de prison ferme à l'encontre de ses autres enfants, Mourad, Chafik et Chahinaz et dix (10) ans de prison à l'encontre de son épouse, Annani Salima, assortis d'une amende de huit (8) millions de dinars chacun, outre la confiscation de leurs biens saisis et comptes bancaires. Dans le même cadre, le représentant du ministère public a requis une peine de dix (10) ans

de prison assortie d'une amende d'un (01) million DA à l'encontre de l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Rehaïmia et l'ex directeur des domaines de la wilaya de Tipasa, Bouamrane Ali. Le Procureur de la République près le Tribunal de Sidi M'hamed a requis également une peine de huit (08) ans de prison assortie d'une amende d'un (01) million DA à l'encontre de l'ex-directeur de la Régie foncière de la ville d'Alger, Maachi Fayçal, l'ancien directeur de l'Industrie par intérim de la wilaya d'Oran, Khalidou Abderrahim, et l'ancien directeur des domaines de la wilaya d'Oran, Maalam Samir. Une peine de huit (08) ans de prison a été requise à l'encontre du Chef du service technique à l'Agence foncière d'Alger, Hmirat Djelloul et Chenine Nacer, un cadre à la Direction des domaines à la wilaya d'Alger.

Le représentant du ministère public a requis une peine de 2 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million DA à l'encontre de l'accusé Bali Ali, un promoteur immobilier. Concernant les personnes morales représentées par les sociétés poursuivies dans cette affaire, il a été requis à leur encontre une amende de 32 millions DA et la confiscation de tous leurs biens, outre l'interdiction d'exercer une activité économique pour une durée de 5 ans.

ANP

Le siège du secteur militaire de Djelfa au nom du défunt Moudjahid "Ahmed Bencherif"

Le siège du secteur militaire de Djelfa, relevant de la Première région militaire (PRM) a été baptisé hier du nom du défunt Moudjahid "Ahmed Bencherif", dans le cadre des festivités de commémoration du 58^e anniversaire de la Fête de la victoire (19 mars 1962). Cette cérémonie de baptisation a été présidée par le commandant de la PRM, le général-major Ali Sidane, en présence de membres de la famille du moudjahid défunt Ahmed Bencherif. L'initiative est inscrite au titre des instructions du Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) portant sur la baptisation des structures et unités de l'institution militaire du nom des

chouhadas et Moudjahidines de la Révolution nationale. Après lever de rideau sur la plaque de baptisation du secteur militaire de Djelfa, le représentant de la direction régionale de la communication et de l'information de la PRM, le lieutenant colonel Laâlaouna Abdelouahab a présenté, à l'assistance, un exposé en images, sur la vie, la personnalité et le parcours héroïque du moudjahid défunt Ahmed Bencherif. Selon l'exposé présenté, le moudjahid Ahmed Bencherif est né le 23 avril 1927 à Hassi Bahabab (Djelfa). Après des études et une formation à l'école de formation des officiers actifs de "Saint-Maixent", il rejoint les rangs de l'Armée de libération na-

tionale (ALN) à Benshaba, dans la wilaya de Bouira, le 30 juillet 1957. En 1960 le moudjahid Bencherif fut désigné à la tête de la wilaya historique IV. Il fut arrêté par l'ennemi français dans la nuit du 23 octobre de la même année, à l'Est de Beni Slimane (Médéa), secteur d'Aumale, et fut condamné à la peine capitale. Il fut ensuite transféré à Paris le 26 février 1961, avant sa libération le jour du cessez le feu le 19 mars 1962, coïncidant avec la fête de la victoire. Après l'indépendance, le défunt Bencherif fut désigné comme membre du Conseil de la Révolution, puis commandant de la Gendarmerie nationale. Il est décédé le 21 juillet 2018. Dans son allocu-

tion, à l'occasion, le commandant du secteur militaire de Djelfa, colonel Hasni Djamel s'est dit "heureux de partager cette évènement historique avec la famille du défunt moudjahid Bencherif, un héros de la Révolution, dont la libération a coïncidé avec cette Journée mémorable de la victoire, fêtée par l'Algérie indépendante", a-t-il souligné.

À la fin de la cérémonie, le général-major Ali Sidane a rendu un hommage à la famille du défunt moudjahid colonel Ahmed Bencherif, qui s'est félicitée de "cette belle initiative de l'Institution militaire".